

UNIVERSITE LYON II

U.E.R. INSTITUT DE FORMATION
AUX PRATIQUES PSYCHOLOGIQUES,
SOCIOLOGIQUES ET EDUCATIVES

SCIENCES DE L'EDUCATION

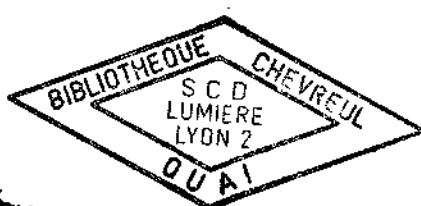
La Formation des Enseignants du Fondamental 1er Degré et les Objectifs de l'Ecole du Peuple

EN REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

T H E S E

pour le Doctorat de 3^e Cycle en Sciences de l'Education

631641



1986

Présentée par :

Philippe MINGUI

sous la direction du Professeur

Guy AVANZINI

Professeur à l'Université Lyon II

Directeur du Laboratoire
de Pédagogie Expérimentale

// A B L E /) E S _ /) /) _ A T I E R E S

	<u>Pages</u>
1- <u>INTRODUCTION</u> :	2
• Problématique du sujet	9
• Hypothèse et objectifs poursuivis	11
• Présentation rapide de la méthodologie de recherche	13
• Plan de travail	15
11 - <u>Première partie</u> : Evolution historique de la formation des maîtres du Fondamental Premier Degré et réforme du système scolaire en République Populaire du Congo	16
• <u>Chapitre 1. DU DEBUT DE LA SCOLARISATION A L'INDEPENDANCE NATIONALE</u>	
1.1-1 modalités de recrutement et modèles de formation de maîtres à l'époque considérée	17
1.1-2 Les conditions d'accès au grade de moniteurs connaissent des changements successifs	21
1.1-3 Formation des Instituteurs indigènes et modifications des textes régissant les moniteurs de l'enseignement privé	29
1.1-4 Structures et modèles de formation de maîtres	31
<u>CONCLUSION</u>	55
• <u>Chapitre 2. DE L'ANNEE DE L'INDEPENDANCE (1960) A NOS JOURS</u>	
1.2-1 Cours normal de formation professionnelle d'élèves-maîtres	56

1.2-2	Concours d'entrée dans les écoles normales-cours normaux et concours professionnels directs.....	59
1.2-3	Création des écoles normales au Congo et transformation des collèges normaux en écoles normales d'instituteurs.....	61
1.2-4	La durée d'études dans les écoles normales varie selon les cas.....	64
1.2-5	Recrutement de volontaires de l'éducation.....	66
1.2-6	Ouverture du centre de perfectionnement de maîtres à Brazzaville.....	69
1.2-7	Ecole normale d'instituteurs de Brazzaville....	80
1.2-8	L'Ecole du Peuple.....	82
1.2-9	Objectifs de l'Ecole du Peuple.....	85
111 -	<u>DEUXIEME PARTIE</u> Opinions, perceptions, attitudes, expériences des enquêtés sur la formation et le recyclage des maîtres du Fondamental Premier Degré en République Populaire du Congo, et pratique pédagogique observée chez un certain nombre d'instituteurs.....	97
	<u>Chapitre 1</u> <u>METHODOLOGIE D'ENQUETE</u>	98
11.1-1	choix de personnes retenues	98
11.1-2	méthodes.....	101
11.1-3	Technique d'enquête	102
11.1-4	l'observation	114
11.1-5	Administration du questionnaire définitif.....	115
11.1-6	modalités de dépouillement des réponses reçues.....	115
11.1-7	Technique et conclusion.....	116

Chapitre 11. LES PROFESSEURS DES ECOLES NORMALES ET LA
FORMATION DES MAÎTRES.

11.2-1	Les programmes.....	117
11.2-2	Les méthodes d'enseignement.....	124
11.2-3	La recherche.....	127
11.2-4	Les activités productives.....	128
11.2-5	Les contacts organisés des élèves-maîtres avec l'environnement.	129
11.2-6	Les stages pratiques	129
11.2-7	La discipline	131
11.2-8	Les rapports avec les élèves	132
11.2-9	L'animation culturelle et sportive	133
11.2-10	L'animation culturelle et sportive	133
11.2-10	L'examen de sortie.....	134

Chapitre 111 LES ELEVES DES ECOLES NORMALES ET LEURS
FORMATION

11.3-1	L'ensemble de la formation	137
11.3-2	Les méthodes d'enseignement.....	141
11.3-3	Les méthodes d'enseignement.....	145
11.3-4	La compétence des professeurs.....	146

Chapitre 4 LES INSPECTEURS CONSEILLERS PEDAGOGIQUES
DIRECTEURS D'ECOLES ET L'ENCADREMENT DES
MAÎTRES EN COURS D'EMPLOI.....

11.4-1	La conception de l'encadrement.....	149
11.4-2	L'animation culturelle, sportive et autre	152
11.4-3	L'animation pédagogique.....	153
11.4-4	La contribution des directeurs au perfection- nement des maîtres/ ^{placés} sous leur contrôle....	164

Chapitre 5. LE PERSONNEL ENSEIGNANT FACE A L'ENCADREMENT
RECU DANS LES ECOLES ET AU CENTRE DE PERFECTIONNEMENT
DES MAÎTRES (CPM).....

11.5-1	L'appréciation de l'encadrement reçu.....	168
11.5-2	La formule actuelle	176
11.5-3	Le personnel d'encadrement.....	179
Synthèse des réponses aux questionnaires.....		182

Chapitre 7 : PRATIQUE PEDAGOGIQUE OBSERVE CHEZ UN CERTAIN NOMBRE D'INSTITUTEURS..... 187

11.7-1	Langage au CP	188
11.7-2	Lecture au CP.....	189
11.7-3	Calcul au CP.....	191
11.7-4	grammaire au CE.....	192
11.7-5	système métrique au C.E.....	193
11.7-6	syllabaire Elocution au CE.....	194
11.7-7	Leçon de choses au CM.....	194
11.7-8	Géométrie au CM	194
11.7-9	Lecture au CM.....	195
11.7-10	Histoire au CM.....	195
11.7-11	Géographie au CM.....	196

TROISIEME PARTIE : REFLEXION SUR LA SCOLARISATION ET L'ECOLE DU PEUPLE AU CONGO ET STRATEGIE NOUVELLE DE LA FORMATION DES MAITRES. 200

Chapitre 1. LA SCOLARISATION AU CONGO, SON SENS ET SON UTILITE.....201

Chapitre 2. A PROPOS DE L'ECOLE DU PEUPLE.....207

Chapitre 3. POUR UNE MEILLEURE FORMATION DU PERSONNEL ENSEIGNANT DU FONDAMENTAL PREMIER DEGRE EN REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO...213

111.3-1	La formation initiale	216
111.3-2	Méthodes d'enseignement et attitudes à développer chez les élèves maîtres...	231
111.3-3	Comment appliquer les méthodes actives dans l'enseignement à l'école Normale.....	239

111.3-4	Problèmes que pose l'emploi de méthodes actives.....	241
111.3-5	Conditions de réussite des méthodes active au Congo.....	244
111.3-6	Que doit-on faire d'autre à l'Ecole Normale et quels autres problèmes faut-il résoudre....	245
111.3-7	Formation continue des maîtres du Fondamental Premier Degré en République Populaire du Congo.....	250
111.3-8	Typologie d'encadrement à promouvoir, profil de l'inspecteur souhaité et contenu possible d'une formation de maîtres en cours d'emploi.....	252
Conclusion générale		289
Bibliographie		297
Annexes		308
1	.....	309
2	.....	310
3	.....	311
4	.....	312
5	.....	313
6	.....	315
7	.....	317
8	.....	319
9	.....	321
10	.....	322

PREMIERE PARTIE

PREMIERE PARTIE

Evolution historique de la formation des maîtres du fondamental premier degré et réforme du système scolaire en République Populaire du Congo.

CHAPITRE 1 - DU DEBUT DE LA SCOLARISATION A L'INDEPENDANCE NATIONALE

Cette période qui se situe entre 1884, date du début de la scolarisation (1) et 1960 date de l'indépendance du Congo, constituer la phase la plus longue de l'histoire de l'enseignement de ce pays dans la mesure où elle s'étend sur 3/4 de siècle. Elle intéresse bien sûr notre étude. Nous nous proposons donc d'examiner les modalités de recrutement des maîtres et de leur accession aux différents grades, les conditions exigées pour l'exercice de la fonction enseignante ainsi que les structures et modèles de formation, au cours de cette époque.

I.1.1. - MODALITES DE RECRUTEMENT ET MODELES DE FORMATION DE MAITRES A L'EPOQUE CONSIDEREE.

L'arrivée des premiers explorateurs français est suivie immédiatement de celle des missionnaires, catholiques notamment, (1844) (2) qui prennent aussitôt l'initiative de créer les premières écoles congolaises en vue des leçons de catéchisme.

"Les catéchumènes, dès que la leçon de catéchisme est terminée, sont convertis en écoliers. Aussi voit-on l'ouverture des catéchuménats aller de pair avec celle des écoles.

(1) - Source : CONGO-MEN - Histoire de l'enseignement primaire et secondaire en République Populaire du Congo

p. 2.

(2) - Source : CONGO-MEN - I B I D p. 2

Celles-ci d'ailleurs devancent ceux-là, en vue de la formation du personnel pour l'enseignement du catéchisme" (1).

Bientôt, les meilleurs élèves seront orientés vers le séminaire, pour la formation au sacerdoce.

"Le désir de former un clergé indigène amena un élargissement de la formule" (2).

Toujours est-il que ces écoles, les seules qui existent, car l'enseignement officiel ne viendra que bien plus tard, vont produire des catéchistes-moniteurs qui ont la possibilité de donner, outre les leçons de catéchisme, quelques notions rudimentaires d'enseignement profane. Ce corps de catéchistes-moniteurs s'étoffera au fur et à mesure des départs du séminaire, dont les anciens élèves entrent presque toujours dans l'enseignement.

"Ne furent désormais gardés dans les classes que les enfants intelligents, capables et désireux de s'instruire en vue du sacerdoce, de la vie religieuse, d'un poste de catéchiste ou d'instituteur"(3)

Mais rien n'autorise à penser que ce personnel ait reçu une quelconque formation professionnelle. Tout laisse croire au contraire qu'il est mis en fonction dès son recrutement. L'important était pour se voir confier la charge d'instruire les autres, qu'il fût plus ou moins capable d'écrire, de lire et de calculer. On se contente donc de n'importe quelle personne qui satisfasse quelque peu à cette triple condition, comme l'indique ce témoignage d'André Davesne.

"Les moniteurs, pendant longtemps furent choisis au hasard. Certains d'entre eux étaient d'anciens

(1) - Source : CONGO-M.E.N. I B I D p. 4

(2) - Source : CONGO-M.E.N. I B I D p. 5

(3) - Source : Dominique GOYI : "Les missions et l'évolution sociale au Congo Brazzaville de 1880 à 1930 thèse de doctorat de 3^e cycle
1969 p. 150.

boys, d'anciens cuisiniers, d'anciens miliciens qui savaient à peine lire et écrire"(1).

Et le premier inspecteur général de l'enseignement en A.E.F. poursuit :

"Des agents de l'administration cumulaient les fonctions de maîtres d'écoles primaires et d'interprètes. Ils n'avaient pas acquis la moindre notion de pédagogie théorique ou pratique" (2).

Cette situation va durer jusqu'à la parution de l'arrêté du 28.12.1920 (3), réglementant l'enseignement privé en A.E.F., qui stipule notamment : "les indigènes désirant servir comme moniteurs dans une école privée devront être munis d'un certificat d'aptitude à l'enseignement". C'est la toute première fois que l'on exige un diplôme pour enseigner dans une école primaire de l'A.E.F. Cette mesure traduit sans conteste le souci du législateur d'améliorer progressivement la qualité de l'enseignement dispensé car, si le formateur lui-même est d'une incompétence notoire, il va sans dire que le sujet à former le sera encore plus. Or, à l'époque, très peu de personnes parmi les indigènes pouvaient remplir cette condition, au regard du niveau de scolarité encore insignifiant atteint dans l'ensemble de la colonie. Ce texte est donc une incitation à l'effort personnel, au goût du progrès, qu'il fallait promouvoir chez les moniteurs pour les amener à se prendre en charge en vue de l'amélioration de l'enseignement et de leur propre statut, à une époque où la formation de maîtres n'était pas encore organisée.

Deux ans plus tard, un autre arrêté modifie celui du 28.12.1920 en son article 8, et fixe les conditions de

-
- (1) - André Davesne (Ancien premier inspecteur général de l'enseignement en AEF) "Du personnel enseignant" "in revue" Ecole du Peuple n° 4 p. 24.
- (2) - André Davesne (Ancien premier inspecteur général de l'enseignement en AEF) "Du personnel enseignant" "in revue" Ecole du Peuple n° 4 p. 23
- (3) - Arrêté du 28.12.1920 réglementant l'enseignement privé en A.E.F. (J.O. A.E.F. 1921 p. 37).

recrutement et d'engagement comme moniteur dans une école privée. Il y est dit, entre autres, que le candidat doit subir un examen écrit portant sur des épreuves de français et de calcul. Ainsi, pour leur engagement dans l'enseignement, leur demande-t-on de donner la preuve, par des pièces justificatives, qu'ils ont acquis les connaissances nécessaires, attestées par un diplôme, pour enseigner à l'école primaire. Les conditions de recrutement se durcissent donc d'année en année. Mais les moniteurs en service, qui ne possèdent pas le diplôme exigé, restent en fonction par mesure transitoire.

"A titre transitoire, et jusqu'à ce que le nombre des titulaires du certificat d'aptitude soit jugé suffisant pour les besoins de l'enseignement, les moniteurs actuellement en service dans les écoles françaises seront autorisés à demeurer en fonction s'ils produisent le certificat de bonne vie et moeurs prescrit au paragraphe 2 du présent article".

Les besoins en personnel sont si énormes qu'il est difficile, en effet, de se passer de personnes qui disposent déjà d'une certaine expérience du métier, même si elles ne possèdent pas les diplômes exigés par les nouveaux textes. Cela permet à l'enseignement privé de poursuivre l'oeuvre entreprise et même de l'intensifier.

Enfin, par arrêté du 30.11.1926 (1) le personnel enseignant se voit doté d'un cadre juridique, celui de moniteurs, premier maillon de la chaîne des catégories qu'il connaîtra au fil des années. Les conditions de recrutement et d'avancement, les mesures disciplinaires y sont indiquées, de même qu'il est prévu un stage pour tout candidat entrant dans ce cadre. Il s'agit là d'un texte important, qui garantit au moniteur la sécurité de son emploi et lui donne l'espoir d'améliorer

(1) - Arrêté du 30.11.1926 créant un cadre local des moniteurs indigènes.

sa situation administrative , pourvu qu'il remplisse les conditions arrêtées. Parmi celles-ci figure la réussite à une épreuve pratique d'aptitude professionnelle, portant sur 3 leçons dans une classe d'école primaire. C'est là une disposition qui permet de ne sélectionner que les candidats présentant des aptitudes certaines à l'exercice de la fonction enseignante. Elle est d'autant plus intéressante pour le choix des futurs maîtres que ceux-ci ne recevront pas leur formation dans une école normale. En outre, le candidat reçu aux épreuves d'admission dans le cadre local des moniteurs doit accomplir une année de stage pratique dans une école et auprès du directeur de celle-ci, qui assure, en quelque sorte, sa formation sur le tas. Ce stage est déterminant, car il peut conduire à la titularisation du candidat ou à son licenciement. C'est dire que, déjà, on songe à un personnel de qualité appréciable pour l'enseignement en A.E.F., même si les moniteurs en service jusque-là sont versés, par mesure transitoire, dans le nouveau cadre. Et l'on comprend alors pourquoi les conditions d'accès à ce grade vont subir quelques modifications.

I.1.2. - LES CONDITIONS D'ACCES AU GRADE DE MONITEURS
CONNAISSANT DES CHANGEMENTS SUCCESSIFS -

Le souci d'uniformiser les sujets des épreuves écrites de l'examen de recrutement de moniteurs et du certificat d'études primaires pousse le législateur à modifier partiellement l'arrêté du 30.11.1926, qui donne naissance à celui du 2 Août 1929 (1). Ainsi les sujets sont-ils, désormais, les mêmes que pour les candidats à l'examen du certificat d'études. En effet, les deux sortes d'examen puisent leurs épreuves écrites dans le même programme

(1) - Arrêté du 2 Août 1929 portant modification de l'arrêté du 28.12.1926 réglementant l'enseignement privé en A.E.F.

du cours moyen. Et, en procédant ainsi, on simplifie les problèmes, à une époque où l'organisation multiforme d'exams était rendue difficile par la rareté d'un personnel compétent d'encadrement et de structures viables, particulièrement dans les centres ruraux. Mais la formation professionnelle des élèves-moniteurs continue de se faire sur le tas, auprès du directeur de l'école notamment.

Enfin, tout candidat à l'emploi de moniteur de l'enseignement doit être désormais pourvu du certificat d'études primaires indigènes (arrêté du 16 Novembre 1932 (1)). Ce diplôme garantit le niveau d'instruction générale du maître qui, dans l'intérêt de ses élèves, doit avoir une connaissance solide des disciplines à enseigner en même temps que faire preuve d'aptitudes professionnelles indéniables.

Du côté de l'enseignement officiel, la formule de recrutement de maîtres se diversifie. Les moniteurs d'écoles de village (2) sont pris parmi les candidats au concours d'entrée à l'école supérieure indigène, comme le stipule l'arrêté du 23 Février 1935 (3) portant organisation de l'école supérieure indigène de l'A.E.F. Cette mesure lui permet de faire face aux besoins toujours grandissants qu'il éprouve en personnel enseignant, tout en respectant les conditions exigées par les textes en vigueur. Le concours visant, par essence, à être une sélection des meilleurs, il va sans dire que les candidats qui viennent immédiatement après et obtiennent la moyenne de 10/20 pour l'ensemble des épreuves ont un bon niveau d'instruction. Et si, par bonheur, ils présentent les aptitudes professionnelles requises, on ne peut pas ne pas admettre qu'ils accèdent au statut d'élèves-moniteurs. Mais il leur est fait obligation d'accomplir un stage de 3 ans dans une école urbaine ou

(1)- Préambule de l'arrêté du 16.11.1932 réglementant les conditions de capacité pour l'emploi de moniteur de l'enseignement privé.

(2)- Les écoles de village sont celles qui se situent hors des chefs-lieu de région et de disposent pas de classes de cours moyens.

(3)- Arrêté du 23 Février 1935 portant organisation de l'école supérieure indigène de l'AEF. J.O. A.E.F. 1935 p. 723.

régionale (1) avant d'être titularisés. La formation des maîtres sur le tas, l'unique solution qui prévaut jusque-là, prend de plus en plus d'importance, à en juger par la durée du stage, qui se prolonge. C'est là une précaution qui traduit, encore une fois, la volonté de ne confier l'éducation des élèves dans les établissements scolaires de l'A.E.F. qu'à des mains habiles.

Et le rôle assigné au directeur dans cette formation en fait un personnage important, qu'il convient de choisir avec minutie. Cela explique que, à cette époque, les directeurs d'écoles soient tous du cadre européen. L'organisation se poursuit et, dans la même période, on réglemente de nouveau et de manière spécifique, les conditions de capacité pour l'emploi de moniteur de l'enseignement privé, par arrêté du 19 Avril 1935(2). On sent que l'administration tient à exercer un contrôle étroit sur la valeur de l'enseignement dispensé à tous les niveaux. Elle sait en effet que de la qualité du maître dépend, en grande partie, celle de l'enseignement reçu par les élèves. L'arrêt du 16 Novembre 1932, déjà évoqué, ne dit-il pas en substance : "considérant qu'il importe, dans l'intérêt des jeunes indigènes qui fréquentent les établissements scolaires de la colonie, d'exiger des candidats à l'emploi de moniteur dans l'enseignement public ou privé les mêmes garanties d'instruction générale et d'aptitude professionnelle, tout candidat à l'emploi de moniteur de l'enseignement dans les écoles publiques ou dans les écoles privées, doit-être pourvu du certificat d'études indigènes, tel qu'il a été réglementé par arrêté du 13 Mai 1932 susvisés " (3). Et l'arrêté du 2 Janvier 1937 (4), portant organisation générale de l'enseignement en A.E.F., indique notamment : "l'enseignement privé en A.E.F. a le même objet que l'enseignement officiel et doit appliquer

-
- (1) - Les écoles urbaines et régionales sont celles implantées dans les villes et chefs-lieu de région. Elles comptent en leur sein des classes de cours moyens.
- (2) - Arrêté du 19.4.1935 réglementant les conditions de capacité pour l'emploi de moniteur de l'enseignement privé
(J.O. A.E.F. 1935 p. 437).
- (3) - Préambule de l'arrêté du 16.9.1932 réglementant les conditions de capacité pour l'emploi de moniteur de l'enseignement privé.
- (4) - Arrêté du 2 Janvier 1937 portant organisation générale de l'enseignement en AEF J.O. AEF 1937 p. 134.

les mêmes méthodes d'instruction". C'est par le texte sus-mentionné, en effet, que l'on procède à la première grande structuration de l'enseignement en A.E.F. Des dispositions y sont prises pour le perfectionnement des maîtres en cours d'emploi. Les écoles urbaines et régionales reçoivent, en plus de leur charge habituelle, qui consiste à instruire les élèves, la mission de véritables écoles de perfectionnement professionnel pour les moniteurs et instituteurs indigènes. Ces maîtres y sont ramenés d'office après quelques années de service dans une école de village. Et c'est au directeur de l'école urbaine ou régionale que revient la charge d'assurer leur perfectionnement. Il est en principe, un instituteur européen, (métropolitain ou du cadre local). Son rôle est immense et varié au sein de l'école car :

- 1)- "Il vérifie, rectifie, complète les cahiers de préparation de classe de ses adjoints, contrôle leur emploi de temps, leur programme mensuel, visite régulièrement leur classe, assiste à des leçons, recommence ces leçons si elles ont été mal faites, interroge les élèves, examine les cahiers des devoirs et laisse un résumé écrit de ses observations et conseils sur le cahier "de conseils de chaque adjoint".
- 2) "Une fois par semaine, il organise, dans l'une des classes de l'école "une leçon modèle", à laquelle assistent tous les maîtres de l'école, et dont le compte-rendu est copié sur le "cahier de conseil des adjoints".

- 3)- "Le jeudi matin, il organise pour ses adjoints des cours de perfectionnement d'une durée minimum de deux heures, comprenant des leçons de pédagogie pratique".

Ce programme de formation "sur le tas" nous paraît bien consistant. S'il est exécuté correctement, et de manière régulière, par un directeur d'école compétent et dévoué, il est capable de produire de grands effets même sur des éléments qui, au départ, n'auraient pas reçu de formation initiale comme c'était le cas à l'époque.

Les grandes vacances sont mises également à profit pour l'organisation des cours de perfectionnement des maîtres. Ces cours sont de grande envergure, car ils rassemblent les instituteurs et moniteurs indigènes de tout un secteur scolaire qui, lui-même, comprend plusieurs départements administratifs. "Une partie des grandes vacances scolaires est consacrée à deux cours de perfectionnement destinés aux moniteurs et instituteurs indigènes. Ces cours ont lieu au chef-lieu de chaque secteur scolaire, où sont rassemblés tous les maîtres en service dans le secteur, conformément à un programme qui est établi par l'instituteur du secteur et approuvé par le directeur de l'enseignement. Ils comprennent des cours d'enseignement général et de pédagogie pratique, des stages dans un dispensaire et, chaque fois que possible, dans une station agricole. Leur durée (y compris le stage) est de trois semaines. Leur date est fixée par le chef du département où les maîtres sont rassemblés après entente avec les chefs des départements intéressés et l'instituteur chargé du secteur" (1).

(1) - Arrêté du 2 Janvier 1937 OP. CIT p; 134.

Comme on le constate, ces stages visent plus d'un objectif. Ils cherchent à approfondir la culture générale du maître tout en lui donnant la méthodologie nécessaire au bon accomplissement de sa tâche. Et, pour rendre ces moniteurs et instituteurs aptes à bien dispenser les cours d'hygiène et d'agriculture, d'importance capitale pour le développement socio-économique du pays, ils sont astreints à un stage pratique dans un dispensaire et dans une station agricole. Il s'agit, en d'autres termes, de leur donner une formation globale en cours d'emploi, qui leur permette de bien encadrer les élèves, d'établir des échanges fructueux avec le milieu, et de contribuer au progrès de celui-ci. C'est toujours par cette unique formule, et elle s'améliore déjà, que l'on contribue à la formation des maîtres.

D'autre part, pour mettre en application la directive concernant les obligations de l'enseignement privé, on réglemente de nouveau, par arrêté du 5 Juin 1937 (1), les conditions de capacité à l'emploi de moniteur de l'enseignement privé. Les conditions de recrutement, les épreuves mêmes de l'examen du certificat d'aptitude professionnelle à cette catégorie d'enseignement sont pratiquement identiques, désormais, à celles de l'enseignement officiel. Ce sont là comme des moyens administratifs et pédagogiques qui doivent engendrer les mêmes résultats chez les élèves, conformément aux objectifs définis par l'arrêté du 2 Janvier 1937 portant organisation de l'enseignement en A.E.F.(2).

Par ailleurs, le cadre local des moniteurs de l'enseignement officiel créé en 1926 ne donne plus entière satisfaction, vu l'évolution de la situation du personnel enseignant. Il va subir une réorganisation par arrêté du 4 Juillet 1938 (3). Ce texte régularise également certaines pratiques déjà en vigueur, celles qui ont trait,

(1)- Arrêté du 5 Juin 1937 réglementant les conditions de capacité pour l'emploi de moniteur de l'enseignement privé. J.O. A.E.F. . 1937 p. 781.

(2)- Arrêté du 2 Janvier 1937 OP. CIT p. 22

(3)- Arrêté du 4 Juillet 1938 réorganisant le cadre des moniteurs de l'enseignement officiel
J.O. A.E.F. p. 993.

par exemple, au recrutement du personnel enseignant, qui s'effectue selon diverses formules depuis la création de l'école supérieure Edouard Renard. Il indique que les moniteurs et monitrices peuvent être choisis :

- 1)- "Parmi les élèves de la "section enseignement" de l'école Edouard Renard qui, ayant accompli dans son entier le cycle des études de cette école, ont échoué à l'examen de sortie".
- 2)- "Parmi les jeunes gens et jeunes filles de la section des élèves-moniteurs et monitrices, annexée à l'école Edouard Renard, ayant obtenu le certificat des moniteurs et monitrices de l'enseignement".
- 3)- "Parmi les jeunes gens et jeunes filles titulaires du diplôme de sortie d'une école primaire supérieure de l'AEF, du TOGO et du CAMEROUN".

Comme on le voit, les maîtres et maîtresses recrutés par ces biais ont tous reçu une formation, même si certains ne possèdent pas, et cette exception n'intéresse que la "section enseignement" de l'école Edouard Renard, le diplôme de sortie de cet établissement. Etant donné que cette filière est destinée à la formation des instituteurs, donc des maîtres d'un niveau supérieur à celui des moniteurs dont il est question ici, nul doute que les anciens élèves de cette section ayant accompli dans son entier le cycle des études prévues, ont plus qu'il ne faut pour enseigner comme moniteurs. On doit noter aussi que le nouveau texte consacré à la situation du personnel enseignant met fin au recrutement direct des moniteurs. Ceux-ci doivent recevoir

désormais une formation professionnelle avant d'être autorisés à enseigner dans une école primaire. C'est dire que, dorénavant, toute personne désireuse d'entrer dans l'enseignement doit passer par une structure de formation professionnelle. On délaisse ainsi l'ancienne formule en vue d'améliorer progressivement la qualité de l'enseignement. Celle-ci dépend donc en grande partie de la valeur du maître et il convient de ^{la} lui faire acquérir dans une structure appropriée. Telle paraît être la leçon à tirer de cette nouvelle disposition.

En outre, il est donné aux moniteurs la possibilité d'accéder au grade supérieur à la suite d'un examen dénommé "brevet de capacité professionnelle". Ils ont donc ainsi l'occasion de connaître une promotion interne et de jouir des avantages qu'elle confère. Nul doute aussi que la perspective d'accéder à un niveau plus élevé à la faveur d'un examen apprécié sur la base des connaissances générales et d'aptitudes professionnelles du candidat, incite le moniteur à un travail plus acharné dans le cadre de sa formation continue et dans la classe, auprès des élèves, pour consolider sa pratique. Il est mieux disposé également à suivre les cours de perfectionnement organisés à son intention. On peut donc dire que cette disposition sert le maître aussi bien que ses élèves, à travers la qualité de l'enseignement, qui s'améliore incontestablement. Il faut noter en passant que le nouveau texte fait obligation aux moniteurs et monitrices d'assister aux cours de perfectionnement prévus par l'arrêté, déjà évoqué, qui organise l'enseignement en A.E.F. Cette mesure montre à quel point on se préoccupe de la qualité du maître d'école primaire, qu'il faut donc former et aider à se perfectionner par tous les moyens, même par la coercition. Ce qui compte le plus, c'est l'impact bienfaisant de cette formation sur l'enseignement dispensé

et sur les élèves. L'un des moyens dont dispose la fédération est l'école Edouard Renard, qui va former des maîtres de niveau supérieur, portant le grade d'instituteur indigène.

I.1.3. - FORMATION DES INSTITUTEURS INDIGENES ET
MODIFICATION DES TEXTES REGISSANT LES MONITEURS
DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE -

Grâce à l'école Edouard Renard et à sa "section enseignement", la fédération va disposer des maîtres de qualité supérieure, les instituteurs indigènes (1). Le personnel de cette catégorie est, en principe, chargé de la direction des écoles de village et de l'enseignement dans les cours moyens des écoles régionales et urbaines, en raison, cela va sans dire, de son niveau d'études relativement élevé et de la consistance de sa formation professionnelle. Il peut, de ce fait, assurer, au moins dans une école de village, le rôle de directeur. Et dans une école régionale, urbaine, où ce poste est, en principe, confié à un instituteur de cadre européen à cause des responsabilités plus lourdes qui lui incombent, les instituteurs indigènes, de par leur formation, peuvent bien prendre en main les classes de cours moyen. Cela a pour effet de libérer quelque peu le directeur, pour mieux suivre l'enseignement dispensé dans son établissement. Il peut se consacrer davantage au perfectionnement des maîtres placés sous son autorité, à leur formation même, car celle-ci reste assurée par lui, les structures appropriées n'ayant pas encore vu le jour en A.E.F.

Toujours est-il que l'enseignement continue de s'organiser. Ainsi demande-t-on aux instituteurs âgés de moins de 40ans d'effectuer un stage annuel d'éducation

(1)- Arrêté du 4 Mars 1939, créant le cadre local des instituteurs indigènes de l'A.E.F.

physique sanctionné par le "brevet d'aptitude physique (1). C'est une occasion privilégiée pour les instituteurs, de percevoir toute la dimension de leur fonction. Déjà, ils comprennent mieux, à travers cette obligation, qu'assurer la formation physique est une charge qui leur revient au même titre que les autres.

Quant au concours d'admission à leur grade, il comporte des épreuves écrites, dont une d'enseignement pratique (travail à l'atelier, à la plantation, à la ferme), et des épreuves orales. Même pour les dernières, le candidat est soumis à un exercice pratique sous la forme d'un travail à exécuter ou d'une leçon à faire aux élèves (à la plantation ou à l'atelier de l'école). Les activités manuelles visant la fabrication des objets utiles, et que l'on a coutume d'appeler "activités productives" ou "travail productif" interviennent donc dans le contrôle des connaissances et aptitudes des maîtres désireux d'accéder à un cadre supérieur. C'est sans conteste une manière de souligner leur importance à l'école et d'inciter le personnel enseignant à s'y consacrer de toutes ses forces, de toute son intelligence, et de toute sa volonté. Figurent aussi parmi les épreuves orales du concours d'accès au grade d'instituteur la critique d'une leçon ou d'un cahier d'élève ou d'un cahier de préparations ou de tout autre document scolaire. On pourrait dire que cette épreuve sert à tester le candidat par rapport au rôle qu'il aura à jouer comme instituteur placé à la tête d'une école. En effet il devra assurer le contrôle du travail de ses collaborateurs (à travers leur enseignement, les cahiers des élèves, les divers documents obligatoires etc...). Le contenu de la critique d'une leçon ou d'un document, et la manière de la mener permettent en effet, d'apprécier un candidat sur ses connaissances personnelles dans le domaine concerné et sur sa capacité à organiser un plan cohérent et

(1) Arrêté n° 2882 du 17 Juillet 1939 instituant en A.E.F. un Brevet d'Aptitudes à l'Enseignement de l'Education Physique J.O. A.E.F. 1939 p. 1100.

à poser des questions claires et bien formulées. Toutes les dispositions prises montrent que, pour la période, le grade des instituteurs est très important et qu'il n'est pas donné à n'importe qui d'y accéder. Cette rigueur dans la sélection constitue un facteur rassurant quant aux compétences exigées d'eux. D'ailleurs, ce sont là des facultés indispensables à tout maître, pour qu'il soit capable de donner un enseignement de qualité appréciable. Et l'instituteur appelé, de surcroît, à assumer des fonctions de directeur d'école doit les posséder à un très haut point.

Dans la même période, on retouche les textes qui régissent l'enseignement privé. Le nouveau place l'examen des moniteurs de l'enseignement privé sous la responsabilité directe du Gouverneur Général, comme les autres examens professionnels de l'enseignement officiel. C'est une façon de souligner une fois de plus que ces deux catégories d'enseignement doivent poursuivre les mêmes objectifs.

I.1.4. : STRUCTURES ET MODELES DE FORMATION DE MAITRES
"SECTION ENSEIGNEMENT DE L'ECOLE EDOUARD RENARD "

a)- En ce qui concerne les structures proprement dites de formation de maîtres, nous parlerons d'abord de "la section enseignement" de l'école Edouard Renard.

La première de ces structures de formation de maîtres est donc la "section enseignement" de l'école supérieure indigène Edouard Renard, créée à Brazzaville (alors capitale de l'A.E.F.) par arrêté du 23.2.1935 (1). La durée des études y est de 3 ans. Pour y entrer, il faut être titulaire du certificat d'études primaires, et satisfaire parmi les meilleurs,

(1) - Arrêté du 23.2.1935 portant organisation de l'école supérieure indigène en A.E.F. J.O. A.E.F. 1935 p. 261.

au concours d'entrée à l'école supérieure indigène Edouard Renard. Au cours de la formation, les deux premières années sont consacrées exclusivement à l'enseignement général, sur le programme approfondi du certificat d'études primaires indigènes. En 3ème année, les élèves suivent le matin, des cours d'enseignement théorique professionnel et, l'après-midi, sont en stage pratique dans les écoles primaires de Brazzaville.

Ainsi donc, la formation des élèves-maîtres se fixe comme but aux cours des deux premières années, la consolidation et l'approfondissement de leur culture générale. Le fait d'y consacrer deux années entières souligne l'importance que revêt pour un maître l'acquisition d'une bonne culture générale. Et elle porte, ici, sur l'étude des matières de l'école primaire, celles mêmes qu'il aura à enseigner et qu'il est donc tenu de maîtriser. Cette culture permet ainsi de mieux acquérir la formation professionnelle dont elle constitue le substrat indispensable.

Et c'est toute une année que l'on prend à la "section enseignement" pour cette formation. Les aspects théoriques et pratiques y sont menés conjointement. Leur interaction a, sans conteste, un effet bénéfique sur la formation professionnelle du futur instituteur.

Cette section va être restructurée avec la réorganisation de l'école par arrêté du 2 Janvier 1937 (1) du Gouverneur Général de l'A.E.F. La durée des études s'élève à quatre ans. Les deux premières années sont consacrées exclusivement à l'enseignement général. Celui-ci comprend essentiellement :

- la morale théorique et pratique
- la langue française
- l'arithmétique, le système métrique et la géométrie.

(1) - Arrêté du 2 Janvier 1937 portant réorganisation de l'école Edouard Renard. J.O. 1937 p. 140.

- les éléments de sciences physiques et naturelles appliquées à l'hygiène et l'agriculture.
- l'histoire de l'AEF et des notions élémentaires sur la géographie de la France et du monde.
- l'écriture et le dessin.
- la culture physique et les travaux manuels.
- la musique et le chant.

Comme on le voit, ce programme est destiné à assurer la formation des jeunes maîtres sur tous les plans : moral, littéraire, scientifique, artistique, physique et des travaux manuels. L'on pourrait même dire qu'il laisse percevoir l'orientation assignée à l'enseignement primaire en AEF. En troisième année, il est complété par des enseignements spéciaux : psychologie appliquée à l'éducation, pédagogie théorique et pratique, législation scolaire, stage au jardin d'essai et au dispensaire. L'essentiel est consacré ici à la formation théorique professionnelle, en plus des stages dans les domaines de l'agriculture et de la santé, où les élèves-maîtres doivent acquérir une certaine pratique pour l'intérêt particulier que présente ces deux secteurs.

Naturellement, c'est l'agriculture qui, à l'époque constitue, pour les populations de l'AEF, l'unique champ de leurs activités économiques. En raison du rôle que doit jouer l'école dans le milieu où elle est implantée pour le développement de celui-ci, on comprend que l'élève-maître soit initié aux activités agricoles pendant sa formation. Il lui est fait obligation, en même temps, d'effectuer un stage pratique au dispensaire, afin d'être capable d'assurer les soins élémentaires à l'école où il sera nommé et au sein de la population environnante. Il pourra ainsi renforcer et

diversifier son rôle social. Au cours de chaque année scolaire, les élèves-maîtres subissent un examen trimestriel portant sur toutes les matières enseignées.

Les élèves qui, en fin d'année, n'obtiennent pas une moyenne générale égale au moins à 10/20 sont, en principe, exclus de l'école. Ils ne peuvent redoubler qu'exceptionnellement et sur avis favorable du conseil des professeurs. Le passage d'une année à l'autre est donc conditionné par l'obtention de la moyenne exigée.

Certains faits relatés ici appellent quelque réflexion. Nous pensons par exemple que c'est le souci de former un personnel de très bonne qualité qui a engendré cette organisation d'examens trimestriels et annuels, véritables barrages pour les élèves faibles et paresseux, considérés comme inaptes à l'enseignement. Et c'est pour donner du crédit à tout ce qui se fait au cours de la formation que toutes les disciplines enseignées font l'objet d'évaluation. Un comportement digne doit être exigé du maître, pour qu'il serve d'exemple à ses élèves ; d'où l'institution d'une note de conduite entrant dans le calcul de la moyenne des notes d'examens passés par les élèves-instituteurs de l'école Edouard Renard. On peut penser aussi que c'est pour obtenir une appréciation juste, traduisant la valeur réelle de chaque élève-maître tout au long de sa formation, que les différentes matières des examens trimestriels et annuels sont affectées des mêmes coefficients qu'à l'examen de sortie. Les élèves concernés sont tenus de se présenter à cet examen pour l'obtention du diplôme de l'école Edouard Renard, qui leur permettra d'être intégrés au corps des instituteurs. Cet examen ne diffère pas beaucoup du précédent, à en juger par son contenu. A peine une épreuve nouvelle s'ajoute (à l'écrit) par rapport à la première forme de l'examen.

Elle porte sur l'hygiène, l'élevage, la culture des grands produits africains. La volonté de sensibiliser les élèves-maîtres aux problèmes brûlants de l'AEF et les secteurs à promouvoir en priorité pour le bien-être de ses populations est manifeste. Elle témoigne aussi du souci d'adapter la formation des instituteurs au contexte africain. Mais on est plus exigeant sur la qualité du produit à livrer au marché du travail de l'enseignement.

Ce produit est un cadre supérieur pour l'époque. Il est en nombre restreint, cela va de soi, d'autant plus qu'il est sévèrement sélectionné. Il faut donc, parallèlement, former des agents subalternes pour essayer de faire face aux besoins ressentis en personnel enseignant dans les territoires de l'A.E.F. ; d'où la création, par le même arrêté d'une section d'élèves-moniteurs. Ces derniers sont par définition, de niveau inférieur aux instituteurs ; on peut donc les former en un temps plus court et en nombre plus important. Toutefois, la section d'élèves-moniteurs est annexée à l'école Edouard Renard, sans doute pour des raisons d'efficacité. Elle reçoit des élèves titulaires du certificat d'études ~~primaires~~ indigènes et la durée des études est de douze mois.

L'examen de fin d'études à cette section est conçu dans le même esprit et vise à apprécier les mêmes dispositions que chez les instituteurs. Cela prouve que tous les maîtres sont formés dans une même optique, quelle que soit la qualification des uns et des autres. Ils doivent tous, en effet, chercher à atteindre les objectifs assignés à l'école primaire. Ceux-ci sont variés et nécessitent des capacités diverses, qu'il faut faire acquérir à travers un programme adéquat, et savoir apprécier à l'aide d'examens sérieux, tenant compte de la diversité des aptitudes exigées.

Nous constatons par exemple que, partout, ces examens comprennent des épreuves écrites, orales et pratiques. Une telle organisation essaie de répondre aux préoccupations dont nous venons de faire état et souligne la complexité du rôle de l'éducateur. Nous constatons enfin que le souci, déjà relevé chez les instituteurs, de ne confier l'enseignement et les élèves qu'à des mains habiles se profile ici à travers la mesure qui consiste à n'admettre que les candidats ayant obtenu la moyenne de 10/20 à l'examen. La rigueur accompagne donc la formation, et, partant, les examens de sortie à tous les niveaux. C'est certainement pour préserver la qualité de l'enseignement à l'école primaire.

Mais, comme on peut le deviner, l'école Edouard Renard toute seule est bien loin de répondre aux besoins de formation ; ressentis dans tous les domaines vitaux en A.E.F. On ouvre alors dans chaque territoire, par arrêté 203 du 20 Janvier 1944 (1), des écoles supérieures, comprenant chacune une section normale. La durée des études y reste fixée à quatre ans. Les trois premières formant un tronc commun consacré exclusivement à la formation générale. C'est à l'issue de la troisième année que les élèves sont admis dans la classe de spécialisation, sur la base du total des notes obtenues jusque-là.

Les programmes de ces quatre années couvrent différents secteurs de l'éducation et permettent de développer des aptitudes variées, d'ordre intellectuel, moral, esthétique et manuel. Ils laissent percevoir les objectifs poursuivis par l'enseignement primaire en AEF, que le personnel enseignant se doit de faire acquérir à son tour, après sa formation. Dans le programme particulier de la "section normale", ce sont les disciplines professionnelles (psychologie et péda-

(1) - Arrêté 203 du 20 Janvier 1944 organisant les écoles supérieures des territoires (J.O. A.E.F. 1944 p. 48).

gogie), les stages pratiques et les travaux agricoles qui sont affectés des coefficients les plus élevés. C'est sans doute pour souligner le poids qu'il convient de leur donner dans la formation du personnel enseignant en A.E.F. et, par ricochet, leur primauté au sein du programme de formation. Elles seules permettent en effet à l'élève-moniteur ou instituteur d'appréhender correctement, et même en profondeur, les aspects théorique et pratique du métier auquel il se prépare.

Avec la fermeture de l'école Edouard Renard au bénéfice des écoles primaires supérieures implantées dans chaque territoire de l'A.E.F., s'ouvre à Brazzaville l'école des cadres supérieurs destinée à recevoir les meilleurs élèves de ces établissements. Parmi les sections de l'école des cadres figure celle des instituteurs qui sera transférée à Mouyondzi où elle portera le nom de l'école normale de Mouyondzi.

b) - ECOLE NORMALE DE MOUYONDZI

Le souci de former un personnel d'un niveau intellectuel plus élevé, incite à la création de l'école des cadres supérieurs, dont la section normale constituera l'école normale de Mouyondzi, créée par arrêté 2088 du 7 Août 1947 (1). C'est la toute première école normale, en A.E.F., qui soit consacrée exclusivement à la formation des instituteurs. Juridiquement, elle forme la "section normale" de l'école des cadres supérieurs implantée à Brazzaville. Ses élèves sont recrutés parmi ceux de quatrième année des écoles primaires supérieures des territoires, qui continuent de fonctionner avec leurs sections normales, et éventuellement, parmi les élèves issus des classes de 3ème des lycées et collèges. L'école reçoit en outre des instituteurs du cadre secondaire, titulaires d'une bourse d'études. La durée des études est de trois (3) ans.

(1)- Arrêté n° 2088 du 7 Août 1947 portant organisation de l'école normale de Mouyondzi . J.O. A.E.F.

Comme dans les premières institutions de formation de maîtres, (section enseignement de l'école Edouard Renard et des écoles primaires supérieures des territoires), les élèves de l'école normale de Mouyondzi subissent, pendant l'année scolaire, des épreuves trimestrielles portant sur les différentes matières du programme. Et c'est de la moyenne de notes trimestrielles que résulte la moyenne annuelle, doublée d'une note d'aptitude générale. Ceux des élèves qui, en fin d'année scolaire, n'obtiennent pas une moyenne annuelle au moins égale à 10/20 sont, en principe, licenciés de l'école. Les moyennes annuelles obtenues concourent à la formation de la moyenne générale qui détermine le classement définitif des élèves à leur sortie. Pour obtenir le diplôme de sortie de l'école normale de Mouyondzi, il faut une moyenne générale de 12/20 au minimum.

Bien que l'orientation générale reste conforme à celle qui s'était dégagée depuis la création des premières structures de formation de maîtres, l'on remarque que, à l'école normale de Mouyondzi, la moyenne d'obtention du diplôme de sortie est fixée à 12/20, alors qu'elle était seulement de 11/20 à l'école Edouard Renard. Cette différence semble s'expliquer par le fait que l'école normale de Mouyondzi est placée à un niveau supérieur à celui de l'école Edouard Renard ou d'une école primaire supérieure de territoire. Car celles-ci reçoivent immédiatement après le certificat d'études et ne forment que des instituteurs du cadre secondaire. L'école normale de Mouyondzi, quant à elle, ne s'ouvre qu'à des élèves sortis des écoles identiques à

"Edouard Renard", en vue de les préparer comme instituteurs de cadre supérieur. On comprend alors qu'elle soit plus exigeante que l'école Edouard Renard ou toute autre école primaire supérieure de territoire, dans les conditions d'obtention du diplôme de sortie. Pour les stages pratiques de ses élèves dans les classes et à l'atelier, elle dispose de deux structures appropriées :

- une école d'application (l'école régionale de la localité dont le directeur de l'école normale assure la direction) sans doute pour faciliter les rapports fonctionnels entre les deux établissements.
- et un atelier de pré-apprentissage avec ses annexes. Tout comme dans les sections normales des écoles primaires supérieures des territoires, et à l'ancienne école Edouard Renard, les élèves de l'école normale de Mouyondzi se livrent eux aussi aux activités manuelles. Les stages pratiques couvrent la presque totalité de la dernière année d'études. C'est dire qu'à l'époque considérée, la formation des maîtres de n'importe quelle catégorie suit la même orientation. Certainement qu'on vise un type de maître donné pour l'école primaire, malgré la diversité des statuts qu'impose l'obligation de récompenser les meilleurs éléments, et celle d'encourager les autres au travail acharné pour l'intérêt des élèves et de la nation.

En matière de discipline, l'école normale de Mouyondzi met en place, comme dans les sections normales des écoles primaires supérieures, un conseil de discipline

chargé de statuer sur tous les cas d'indiscipline grave et de décerner des félicitations aux élèves méritants pour leur travail et bonne conduite. A l'intention de ces derniers, un tableau d'honneur est institué, où l'on porte chaque mois les noms des élèves concernés. La discipline est donc au service du travail qu'elle doit favoriser. Tout en se formant personnellement, les élèves-maîtres perçoivent mieux ainsi, la mission à accomplir en faveur des jeunes élèves qui leur seront confiés. Ce qui différencie l'école normale de Mouyondzi des écoles primaires supérieures des territoires, c'est donc son niveau d'études relativement élevé, ainsi que la moyenne exigée pour l'obtention du diplôme de sortie. Mais elle doit fermer ses portes en 1954, au profit des collèges normaux qui s'ouvrent dans chaque territoire ; et il s'agit d'abord des collèges normaux des garçons.

c) COLLEGES NORMAUX DE GARCONS

La formation des maîtres reste un sujet préoccupant. On le sent à travers la variété des formules qui se succèdent les unes aux autres, pour tenter d'y trouver une solution satisfaisante. Déjà, par arrêté 2343/IGE du 15 Juillet 1955 (1), qui met fin aux écoles supérieures des territoires et à l'école normale de Mouyondzi, on crée des collèges normaux de garçons dans chaque territoire de l'A.E.F. Ce sont des établissements chargés principalement de la formation des maîtres des écoles primaires. Ils peuvent également former des cadres d'autres administrations de la fonction publique, dans la limite des places disponibles. Les élèves qui ne se destinent pas à l'enseignement y terminent leurs études juste après le brevet élémentaire. Pour eux, le régime est l'externat, ou l'internat à titre onéreux.

(1) - Arrêté n° 2343/IGE du 15 Juillet 1955 portant organisation des collèges normaux de garçons.

En ce qui concerne les élèves-instituteurs, la durée des études est de cinq (5) ans. Ils doivent obligatoirement contracter un engagement de servir pendant 10 ans dans l'administration de l'enseignement et vivre à l'internat, où ils sont entretenus gratuitement. La 5ème année est consacrée à la formation professionnelle.

Devant les besoins en personnel qualifié, ressentis dans tous les secteurs de la fonction publique, les collèges normaux, destinés en principe à la formation des maîtres, sont donc ouverts également, et jusqu'au brevet élémentaire, à des élèves appelés à servir dans d'autres administrations.

C'est une formule qui permet à toutes les principales branches de disposer de quelques éléments ayant le niveau de culture générale de base correspondant à ce diplôme. Le recours à cette formule peut s'expliquer par l'insuffisance notoire de lycées et collèges réguliers qui, ordinairement, sont habilités à dispenser la culture générale envisagée. Il s'agit donc d'une situation conjoncturelle due, aux problèmes de tous ordres que soulèvent nécessairement l'implantation et le fonctionnement d'un établissement secondaire et qu'il n'est pas facile de surmonter dans les conditions de développement des territoires de l'AEF, à l'époque. Cependant, les élèves des collèges normaux destinés à l'enseignement sont recrutés pour la première année du cycle d'études conduisant au brevet élémentaire, sur concours dont les épreuves sont les mêmes que celles de l'examen d'entrée en 6^e des lycées et collèges de l'AEF.

Seules les corrections sont effectuées à part. Pour l'année de formation professionnelle, les élèves-maîtres sont choisis en priorité parmi les élèves de l'établissement, titulaires du brevet élémentaire et, éventuellement, après concours, parmi les candidats venus de l'extérieur, titulaires

du B.E. ou du B.E.P.C. et remplissant les conditions d'âge exigées. Ceux qui n'ont pas contracté d'engagement décennal subissent simplement l'examen d'entrée en 6ème des lycées, collèges ou sections modernes courtes.

Nous voyons, à travers ces dispositions, que ce sont les meilleurs élèves que l'on recrute pour l'enseignement. Car le concours d'entrée en 1ère année de collège normal n'est réservé qu'aux candidats qui ont contracté un engagement décennal, donc se destinent à la carrière enseignante. Et l'idée même du concours sous-entend bonne et sérieuse sélection, tandis que celle de l'examen laisse espérer que la moyenne du total des notes suffit pour être admis. En dehors de l'engagement décennal, c'est donc dans ce mode de recrutement que réside, au départ, la différence entre les élèves optant pour l'enseignement et ceux qui doivent s'orienter vers d'autres administrations. Autrement dit, le risque de se voir refuser l'accès au collège normal est beaucoup plus grand pour un futur-instituteur que pose l'autre candidat. En d'autres termes, le signataire d'un engagement décennal admis au collège normal a plus de mérite que son condiscipline, qui aura réussi au simple examen d'entrée en 6ème. Mais ils suivent tous deux, et pendant quatre ans, les programmes prévus pour la préparation du brevet élémentaire

S'agissant précisément de la formation professionnelle des maîtres, les objectifs généraux restent pratiquement les mêmes, quelle que soit la formule de la structure créée pour l'assurer. Déjà les collèges normaux sont, à quelque chose près, identiques aux anciennes écoles primaires supérieures des Territoires. La différence réside simplement dans le fait que les collèges normaux sont avant tout des établissements qui préparent obligatoirement au B.E. ou B.E.P.C., la formation professionnelle n'intervenant qu'en

dernière année de scolarité. Les écoles primaires supérieures, quant à elles, n'avaient pas l'ambition de conduire leurs élèves à ce diplôme ; elles se contentaient de leur donner un enseignement général plus ou moins proche du niveau de 4e - 3e.

Les collèges normaux assurent donc une culture générale plus consistante que du temps des écoles primaires supérieures, et ils manquent déjà l'implantation du 1er cycle de l'enseignement secondaire dans chaque territoire. Est-ce à dire que la formation professionnelle soit sacrifiée, par rapport à ce qu'elle était dans les écoles primaires supérieures. Tel n'est pas notre avis vu qu'ils disposent d'une année consacrée exclusivement à elle, un peu comme du temps des écoles primaires supérieures où la 4^e année servait à la formation professionnelle. Mais nous avons relevé une autre caractéristique qui distingue les collèges normaux des anciennes écoles primaires supérieures. Ces nouveaux établissements peuvent ouvrir en leur sein une année de formation professionnelle pour les élèves ayant obtenu une moyenne de 8/20 des points à l'une des sessions du B.E.. Il s'agit là d'une section des moniteurs-supérieurs, c'est-à-dire des maîtres dont le grade est directement inférieur à celui des instituteurs-adjoints. Cette disposition permet de récupérer ceux des candidats malheureux qui présentent quelques garanties de sérieux, et qui, pour certaines raisons, objectives ou subjectives, préfèrent aller à la production au lieu de répéter la classe de 3^{ème}. Elle permet en même temps aux écoles primaires de recevoir à la fois un nombre plus important de maîtres formés pratiquement dans les mêmes conditions, surtout que les deux sections suivent un même programme de formation.

Ceux qui n'obtiennent pas la moyenne de 8/20 au B.E., ou ne sont pas admis à redoubler leur classe de 3ème, peuvent recevoir un certificat, l'équivalent du diplôme de moniteurs, qui les autorise à enseigner dans les écoles primaires. Il s'agit, au demeurant, de ceux qui auront accompli leurs quatre années d'études dans les conditions d'examens et de passage requises au collège normal. Assurément, leur niveau de culture générale leur permet bien d'enseigner comme moniteur.

On espère évidemment que les stages de perfectionnement organisés en cours d'année scolaire ou pendant les grandes vacances vont pouvoir contribuer à leur formation professionnelle. Il faut souligner en outre la discipline a une place de choix au collège normal, comme dans les autres écoles de formation dont nous avons déjà parlé. Le conseil des maîtres qui traite les questions relatives à la vie pédagogique de l'établissement peut également siéger en conseil de discipline. L'élève coupable d'une faute grave, par exemple, est remis immédiatement à sa famille. Et, naturellement, le conseil de discipline décerne aussi des félicitations aux élèves méritants. Toutes les mesures sont donc prises pour inciter aux études et faire régner l'ordre au sein de l'établissement. On peut même dire que, dans cette institution, le travail scolaire et la discipline sont placés au même niveau et que la formation souhaitée doit être le fruit de leur action simultanée sur l'élève.

Mais l'idée qui avait conduit à la suppression de l'école normale de Mouyondzi et à l'ouverture des collèges normaux était de créer des établissements où les élèves-instituteurs devraient préparer des diplômes académiques avant leur formation professionnelle. C'est ainsi qu'après

les collèges normaux des territoires, on décide d'ouvrir à Brazzaville une école normale répondant à cette condition primordiale.

d)- ECOLE NORMALE DE BRAZZAVILLE

Il faut à tout prix poursuivre, en même temps que fonctionnent les collèges normaux, la formation des instituteurs de cadre supérieur, dévolue naguère à l'ancienne école normale de Mouyondzi. Aussi va-t-on ouvrir une école normale d'instituteurs à Brazzaville, pour l'ensemble de la fédération. Elle est créée par arrêté 2347/IGE du 15 Juillet 1955 (1). La durée des études est de quatre ans : trois années d'enseignement secondaire pour la préparation du baccalauréat et une année de formation professionnelle alors que, à l'école normale de Mouyondzi, celle-ci s'étalait de manière progressive sur toute la durée de la scolarité. Cela peut amener à penser que, sur le plan purement professionnel, l'instituteur sorti de Mouyondzi était mieux formé, pour avoir eu plus de contact avec le métier, que celui de l'école normale de Brazzaville. Néanmoins, ce dernier à un niveau de culture générale plus consistant ; on peut dire également que l'école normale de Brazzaville se rapproche ainsi des écoles normales de la métropole. Une preuve supplémentaire, c'est que ses horaires et programmes sont ceux des écoles normales du type B de la métropole, c'est-à-dire des sections M"(seconde et première) et des sciences expérimentales (classe terminale), pour la préparation du baccalauréat.

En ce qui concerne la quatrième année de scolarité, consacrée à la formation professionnelle, les programmes correspondent aussi à ceux de la formation professionnelle,

(1) - Arrêté n° 2347/IGE du 15 Juillet 1955 ,

en un an des écoles normales de la métropole. Certes, des adaptations peuvent y être apportées, mais ils reflèteront toujours ceux de la métropole, pour la simple raison qu'ils poursuivent les mêmes objectifs généraux que cette dernière.

Le recrutement à l'école normale de Brazzaville se fait sur concours parmi les titulaires du B.E. ou B.E.P.C., donc parmi des éléments d'un bon niveau d'études et d'un mérite éprouvé. Comme toujours, c'est la "fine fleur" qui se destine à l'enseignement et l'école normale de Brazzaville est encore plus exigeante que les autres, vu l'obligation faite aux élèves de préparer le baccalauréat avant la formation professionnelle. Les titulaires du B.E. et sortant d'un collège normal sont autorisés à se présenter au concours d'entrée à l'école normale de Brazzaville. Il leur est même donné priorité à l'admission, entre plusieurs candidats classés ex aequo. Ce privilège fait des anciens élèves des collèges normaux les candidats les mieux placés pour l'entrée à l'école normale de Brazzaville. Il pourrait être également une manière d'affirmer que ces deux sortes d'établissements poursuivent les mêmes objectifs et doivent par conséquent, établir, entre eux, des rapports cordiaux, voire exceptionnels. Il n'en saurait être autrement car l'école normale de Brazzaville est, pour ainsi dire, le niveau supérieur des collèges normaux des territoires et le prolongement intonçestable de ceux-ci. Il est donc normal qu'il existe des liens privilégiés entre les deux sortes d'établissements.

Toutefois, des élèves en provenance de l'extérieur et possédant la première partie du baccalauréat ou le baccalauréat complet peuvent être admis respectivement en troisième année ou en quatrième année de l'école normale de Brazzaville. C'est une occasion offerte aux anciens élèves

des lycées qui remplissent les conditions exigées et sont désireux d'exercer une fonction enseignante, d'y entrer comme les autres, au grade d'instituteur. En outre, cette disposition permet à l'école normale de Brazzaville de livrer, en "produits finis", un effectif d'instituteurs beaucoup plus important qu'elle ne l'aurait fait avec les déperditions enregistrées en trois ans parmi les élèves admis au concours, dans cet établissement. Car, à la fin de chaque année scolaire, le conseil des professeurs prononce les admissions en classe supérieure, certes, mais aussi d'autres décisions, allant jusqu'à l'exclusion, pour ceux dont le travail est insuffisant.

Ainsi, ceux de première année dont la moyenne des notes n'atteint pas celle qu'il faut pour accéder en deuxième année, ceux de deuxième et troisième années non reçus au baccalauréat (1ère partie pour les 2è année et 2è partie pour les 3è année) peuvent ou redoubler ou passer en année professionnelle de cours normal et, dans le pire des cas, être exclus de l'établissement.

Naturellement, les élèves-maîtres admis au cours normal, en sortent instituteurs-adjoints, comme ceux des collèges normaux des territoires, donc à un grade inférieur à celui qu'ils postulaient à l'école normale de Brazzaville. Mais on peut aussi prononcer en cours d'année l'exclusion de tout élève reconnu incapable de mener à bien les études commencées ? L'exigence de travail et de discipline est donc permanente. Toutefois, les élèves de quatrième année qui échouent à l'examen du certificat de fin d'études normales peuvent être admis à redoubler ou être nommés instituteurs stagiaires. Ils peuvent également se présenter à l'examen du C.A.P. complet (épreuves écrites, orales et pratiques) et, en cas de succès, être titularisés enfin de stage comme

instituteurs du cadre supérieur.

Sur le plan administratif, l'école normale de Brazzaville introduit une instance nouvelle, le conseil d'administration, chargé de donner son avis sur les grands problèmes de l'établissement (budget, conditions de vie morale et matérielle des élèves et maîtres, équipement matériel etc...). Il peut aussi émettre des vœux et suggestions concernant les améliorations à apporter au fonctionnement de l'école normale. Ce conseil comprend des membres de droit (autorités administratives et pédagogiques de l'AEF), des membres nommés par le Haut-Commissaire sur proposition de l'inspecteur général de l'enseignement, des membres du grand conseil de l'AEF choisis par leurs collègues. Ainsi les organes les mieux indiqués pour faire aboutir une décision y sont-ils représentés. Cela témoigne de l'intérêt grandissant que l'on ne cesse de porter aux problèmes de l'enseignement en général, de la formation des maîtres en particulier. Il montre aussi que tous les problèmes de l'éducation ne peuvent être résolus dans le cadre étroit des écoles et exclusivement par les maîtres eux-mêmes. L'ouverture vers le monde extérieur s'impose donc, en raison de leur complexité, de leur variété et de la place de l'école dans la société.

Pour réaliser ses objectifs de formation, l'école normale de Brazzaville s'appuie sur un personnel enseignant de qualité. Le directeur, par exemple, est choisi parmi les directeurs ou professeurs d'écoles normales, d'instituteurs du cadre métropolitain ou des inspecteurs de l'enseignement primaire titulaires du certificat d'aptitudes au professorat dans les écoles normales et les collèges, ou d'une licence d'enseignement.

Il a ainsi la possibilité d'assurer, en plus de ses fonctions administratives, des cours et des conférences de morale, de psychologie et de pédagogie. Les professeurs chargés de l'enseignement dans les années préparatoires au baccalauréat doivent être pourvus également du certificat d'aptitude au professorat des écoles normales, ce qui leur permet de participer à l'enseignement de formation professionnelle. Nul doute qu'un tel personnel est censé, dans le cadre même de l'enseignement des disciplines de culture générale, employer des méthodes et procédés capables de mieux sensibiliser les élèves-maîtres à l'art d'enseigner et de contribuer à l'affermissement de leur vocation d'instituteurs. A l'école normale de Brazzaville, les disciplines de formation professionnelle font l'objet d'une attention particulière, à en juger par la qualité exigée des professeurs appelés à les assurer. L'enseignement de la pédagogie, par exemple, est confié à un professeur choisi parmi les inspecteurs de l'enseignement primaire comptant au moins deux ans d'exercice en cette qualité, et titulaires soit de l'ancien certificat d'aptitude au professorat des écoles normales et des écoles primaires supérieures, soit d'une licence équivalente, soit du C.A.P.E.S. Dans toutes les matières du programme, l'enseignement est confié à des mains expertes. Et on n'hésite pas à recourir, quand il le faut, à des compétences extérieures pour des disciplines spécifiques comme l'agriculture. Il semble que le choix d'un personnel enseignant de qualité est la condition première à remplir avant toutes les autres, pour aboutir aux résultats escomptés à l'école normale de Brazzaville.

Et c'est le certificat de fin d'études normales qui sanctionne la formation donnée dans cet établissement. Les collègues normaux quant à eux préparent au certificat de fin

d'études de collège normal. Ce dernier comporte une épreuve qui apparaît pour la première fois dans un examen de sortie d'une école pédagogique : l'interrogation sur un travail personnel accompli au cours de la dernière année d'études de l'élève-maitre.

Il s'agit là d'une tentative d'incitation à la recherche que le maître doit entreprendre en effet pour le progrès de son enseignement personnel et peut-être même, celui de l'éducation dans son ensemble. L'initiation à la recherche lui permet aussi d'acquérir les atouts indispensables à une meilleure connaissance du milieu de vie de ses élèves qu'il doit pouvoir exploiter dans le cadre de son enseignement à l'école primaire. Pour le reste, le certificat de fin d'études de collège normal est conçu et se déroule dans l'esprit du diplôme sanctionnant la fin de la scolarité à l'école normale de Brazzaville. Comme on pourrait s'y attendre après la création des collèges normaux de garçons, on ouvre des établissements spéciaux de formation pédagogique pour jeunes filles dénommés cours normaux de jeunes filles.

e)- COURS NORMAUX DE JEUNES FILLES

De même qu'il a été créé des établissements spéciaux de formation pédagogique pour les garçons, on organise des cours normaux des jeunes filles par arrêté 2022/IGE du 14 Juin 1956 (1). Ils sont destinés à former des institutrices-adjointes, monitrices sociales, monitrices-supérieures et monitrices.

Ils doivent donc fournir à l'enseignement primaire la gamme du personnel enseignant féminin particulièrement

(1) - Arrêté n° 2022/IGE du 14 Juin 1956 instituant les cours normaux des jeunes filles J.O. A.E.F. 1956 P. 814.

nécessaire dans les écoles, et au service social le personnel d'animation qu'il est déjà possible de mettre à la disposition des territoires de l'A.E.F. Une seule et même structure abrite les deux sortes de formation. C'est peut-être parce que les difficultés du moment ne permettent pas de créer des écoles appropriées à chacune d'elles. La durée des études dans les cours normaux féminins est de trois ans pour la formation des monitrices, et quatre ans pour celle des institutrices-adjointes, monitrices sociales. Cela sous-entend que les deux dernières catégories d'élèves sont à égalité et qu'on leur attribue une même valeur à l'école et dans la vie professionnelle.

Mais les cours normaux de jeunes filles ne préparent pas au B.E. Comme les collèges normaux des garçons, sans doute parce que le niveau général de l'enseignement féminin n'est pas encore suffisamment élevé pour satisfaire à une telle exigence. Aussi les élèves des cours normaux féminins ne reçoivent-ils qu'un enseignement général du niveau de la classe de 4ème d'enseignement moderne court, auquel s'ajoute, tout au long de la scolarité, un enseignement ménager pratique : couture, puériculture, hygiène. L'enseignement de ces dernières disciplines est complété, en 4ème année, par des notions de secourisme et de législation sociale, pour que les institutrices-adjointes puissent jouer en même temps le rôle de monitrices sociales, dans les centres où elles seront affectées. La formation donnée dans les cours normaux féminins vise donc à faire du personnel enseignant, des maîtresses d'école capables de servir sur plusieurs fronts, surtout à cette époque où, pour diverses raisons, on ne pouvait pas diversifier à volonté toutes les formations nécessaires à la vie et au développement des territoires de l'A.E.F. Il fallait donc utiliser à bon escient l'infime personnel qualifié dont on disposait. Et celui de l'enseignement qui

possède généralement des capacités d'adaptation fort remarquables, était et demeure, toujours le mieux indiqué pour la réussite d'une telle politique. La preuve en est que ce personnel est appelé ici à suppléer, partout où il y a nécessité absolue, celui des affaires sociales qui, cela va sans dire, est encore loin de couvrir tous les grands centres des territoires de l'A.E.F. Et c'est l'une des raisons, à coup sûr, qui expliquent que la formation des institutrices-adjointes et des monitrices sociales s'effectue au sein d'une même structure.

Les élèves des cours normaux féminins sont recrutés par un concours commun à tous les territoires de la fédération, parmi les candidats titulaires du certificat d'études. Toutefois, les jeunes filles qui ont réussi à l'examen d'entrée en 6ème des lycées et collèges peuvent y être admises, dans la limite des places disponibles. Le mode de recrutement en 1ère année des cours normaux féminins est donc identique à celui des autres écoles de formation pédagogique de l'A.E.F. Il est téléguidé par une idée cardinale : ne recevoir que les meilleurs élèves dans les écoles de formation de maîtres, pour que les produits qui en sortent assument leur fonction à la grande satisfaction de tous. A l'issue de la troisième année d'études, les élèves des cours normaux féminins se présentent à un examen général, théorique et pratique, portant sur toutes les disciplines enseignées dans l'établissement. Ne passent en 4ème année que celles qui subissent cet examen avec succès. Les autres peuvent être soit admises à redoubler la classe de 3ème année, soit affectées à un poste, en qualité de :

- monitrices supérieures stagiaires si elles ont obtenu au moins la moyenne de 8/20 à l'écrit de cet examen.

-monitrices si elles n'ont pas obtenu cette moyenne mais si le conseil de professeurs estime sur la base de leur travail scolaire, et de leur conduite, qu'elles sont aptes à l'enseignement.

Naturellement, c'est l'examen passé avec succès à la fin de la 4ème année qui permet à ces jeunes filles d'être nommées institutrices-adjointes ou monitrices sociales stagiaires. Les autres élèves sont :

- soit admises à redoubler
- soit nommées monitrices supérieures stagiaires

Ainsi donc, les élèves de la 4ème année sont toutes admises, d'une manière ou d'une autre. Il s'agit là en effet de jeunes filles ayant reçu toute la formation requise d'institutrices-adjointes ou de monitrices sociales. C'est dire que même celles qui ne réussissent pas à l'examen de sortie peuvent être utilisées correctement et sont bien capables de rendre des services appréciables à l'école primaire ou aux affaires sociales. Est-il besoin de rappeler que, au cours de leurs études et en plus de leur travail scolaire, elles se consacrent à des tâches spécifiques (couture, blanchissage, repassage, cuisine, ménage, petit jardinage) qui contribuent à leur formation pratique ? Celle-ci leur permettra d'initier les élèves-filles de leurs écoles à l'art ménager, d'encadrer éventuellement les mères de famille de leur entourage - ce qui est une contribution importante au développement social des populations, et de tenir correctement leur propre foyer. Dans les cours normaux de jeunes filles, l'enseignement est dispensé par un personnel appartenant en principe au cadre des professeurs de cours complémentaire. Les cours normaux de jeunes filles ne diffèrent donc pas des autres établissements déjà étudiés sur les aspects de la rigueur au travail, de la discipline et de l'organisation administrative. Car les objectifs généraux à atteindre dans les écoles restent pratiquement les mêmes, quel que soit le niveau de l'école concernée. D'ailleurs les cours normaux de jeunes filles vont se transformer en collèges normaux.

f)- COLLEGES NORMAUX DE JEUNES FILLES

A partir de la rentrée scolaire de 1957, les "cours normaux de jeunes filles" en AEF prennent le nom de "collèges normaux de jeunes filles" par arrêté 2341/IGE du 29 Juin 1957 (1). En ce qui concerne la durée et les programmes des études, les programmes et modalités d'examens, ces établissements sont alignés sur les collèges normaux de garçons et préparent donc au B.E.P.C. à la fin du premier cycle de quatre années. Toutefois, les élèves suivent, pendant ce premier cycle, un programme correspondant à celui des cours complémentaires à orientation ménagère. Ce qui leur donne la possibilité de se présenter au B.E.P.C. avec une épreuve à option, répondant à l'orientation susmentionnée. Pendant la 5ème année de formation professionnelle, les élèves reçoivent naturellement une préparation pédagogique pratique et il leur est donné, en outre, des éléments d'enseignement portant sur les matières enseignées au premier cycle, notamment sur les sciences ménagères. On peut donc avancer que c'est l'enseignement ménager qui singularise les collèges normaux des jeunes filles et les distingue dans une certaine mesure des collèges normaux des garçons. Mais tous ces établissements, qu'il s'agisse des collèges normaux de garçons ou de filles, ne s'ouvrent qu'à des élèves devant recevoir une formation initiale. Les maîtres et maitresses en exercice améliorent leurs capacités professionnelles par les cours de perfectionnement hebdomadaires et annuels.

(1) - Arrêté n° 2341/IGE du 29 Juin 1957

J.O. A.E.F. 1957 p. 1041.

- ' CONCLUSION ' -

Au départ, les écoles congolaises ont fonctionné avec des maîtres improvisés, sans formation professionnelle aucune, pris au hasard dans n'importe quel milieu et d'un niveau d'études pratiquement insignifiant. Mais, peu à peu, il a été organisé à leur intention un système de formation "sur le tas", par le biais des stages hebdomadaires et annuels, puis d'accession aux différents grades par la formule des concours professionnels. Ceux-ci ont été marqués par un fait : leur caractère sélectif prononcé. Les écoles de formation quant à elles, n'ont vu le jour que bien plus tard et ont connu diverses formules. Mais l'organisation du travail (discipline et méthodes d'enseignement) tout comme l'esprit de rigueur sont restés les mêmes au cours de la période considérée. En gros, on peut dire que, du début de la scolarisation à l'indépendance nationale, la formation des maîtres au Congo a fait l'objet d'une attention remarquable quant à la qualité, notamment, grâce aux méthodes pratiquées dans l'enseignement, à la discipline et à la rigueur observées. Mais le personnel formé était bien loin de satisfaire les besoins ressentis dans le pays, il faut sans doute, recruter un plus grand nombre d'élèves-maîtres ou multiplier le nombre d'écoles de formation. Qu'en sera-t-il donc au cours de la période qui s'ouvre avec l'indépendance ?

CHAPITRE 2 - DE L'ANNEE DE L'INDEPENDANCE (1960)

A NOS JOURS

Avec l'indépendance, chaque Etat de l'ancienne Afrique Equatoriale Française prend ses responsabilités dans le domaine scolaire et, par conséquent, pour la formation du personnel enseignant. Ce qui permet à la République Populaire du Congo d'élaborer, après sa révolution, un projet de réforme de son système d'éducation. Nous tenterons donc, d'abord, de réfléchir sur des modèles de formation de maîtres intéressant la période susmentionnée, avant de présenter ce projet.

Structures, modèles de formation de maîtres de l'indépendance à nos jours, et réforme du système scolaire congolais.

I.2.1. - COURS NORMAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE

D'ELEVES-MAITRES

Dès le début de l'indépendance, on crée à Brazzaville un cours normal de formation professionnelle de jeunes maîtres.

Il est ouvert, par décret 61.134 du 27 Juin 1961 (1). C'est un établissement mixte, qui reçoit des jeunes gens et jeunes filles. La durée des études au cours normal de Brazzaville est d'un an. On y distingue deux sections : la première prépare des élèves-institutrices-adjointes et élèves-instituteurs-adjoints, recrutés sur concours et titulaires du B.E. ou B.E.P.C. La seconde forme des élèves monitrices supérieures et élèves-moniteurs supérieurs à partir des élèves ayant accompli une année scolaire entière dans une classe de 3ème de lycée, collège ou cours complémentaire

(1) - Décret n° 61.134 du 27 Juin 1961 portant création et organisation à Brazzaville d'un cours normal de formation professionnelle d'élèves-maîtres.

et recrutés également sur concours. Le régime du cours normal de Brazzaville est l'externat. Les programmes et horaires sont identiques à ceux des collèges normaux de Dolisie et Mouyondzi qui, d'ailleurs, continuent de fonctionner dans leur forme initiale. Le cours normal de Brazzaville semble avoir été créé pour renforcer les établissements existants de formation du personnel enseignant et augmenter ainsi la quantité de nouveaux maîtres à placer chaque année dans les écoles primaires. Les nécessités et demandes d'ouvertures d'écoles, doivent certainement croître à la faveur de l'indépendance, qui a donné l'occasion à toutes les circonscriptions administratives d'avoir des représentants dans les instances politiques du pays.

La durée des études fixée à un an permet de disposer plus rapidement du contingent du personnel enseignant formé chaque année au cours normal de Brazzaville. On pourrait penser également que l'institution des deux sections a pour but de contribuer à cette politique d'un nombre toujours plus élevé de maîtres à fournir chaque année aux écoles primaires, qui se multiplient sous la pression déjà manifeste de la population. Le régime de l'externat semble instauré pour favoriser un recrutement massif d'élèves-maîtres, ce qui aurait été difficile à réaliser avec l'internat, dont les problèmes sont toujours considérables et exigent des moyens trop importants pour être résolus facilement. L'on peut dire aussi que c'est grâce à ce régime que le cours normal de Brazzaville recrute indistinctement jeunes gens et jeunes filles. Les maîtres formés au cours normal de Brazzaville sont de deux qualités, certes, mais tous ont le niveau de la classe de 3ème en culture générale, encore que ceux de la catégorie A sont titulaires du B.E. ou B.E.P.C., que les autres ne possèdent pas.

En outre, la moyenne de 8/20 au B.E. ou B.E.P.C. n'est pas exigée pour l'entrée à la section des moniteurs-

supérieurs, comme autrefois, avec les cours normaux d'avant l'indépendance. C'est dire que les conditions d'entrée deviennent plus souples. Certainement pour avoir plus de monde à former et combler plus rapidement les besoins ressentis dans les écoles primaires. Il faut alors que le concours qui, dans ces conditions, constitue l'unique obstacle à l'admission dans cette filière, soit vraiment sérieux à tous points de vue pour qu'il produise les résultats qualitatifs escomptés. Toutefois, le travail scolaire et la discipline semblent bénéficier de la même attention que dans les cours normaux d'avant l'indépendance. On peut par exemple prononcer en cours d'année scolaire l'exclusion d'un élève reconnu incapable de suivre avec profit l'enseignement dispensé ou coupable d'indiscipline caractérisée. En fin d'année scolaire, les élèves ayant échoué à l'examen de sortie dans l'une ou l'autre section peuvent être admis à reprendre leur classe ; mais aucun ne peut être autorisé à tripler. Les élèves non admis à redoubler sont exclus de l'établissement. Toutes ces mesures et les programmes suivis indiquent que le modèle de formation au cours normal de Brazzaville en 1961, est encore proche de celui des cours normaux d'avant l'indépendance même si la rigueur s'estompe déjà. En effet, les conditions d'entrée deviennent moins difficiles que par le passé avec la suppression de l'exigence de la moyenne de 8/20 au B.E. pour les moniteurs-supérieurs. Cette nouvelle disposition pourrait constituer une porte d'entrée de la médiocrité au cours normal de Brazzaville et diminuer, par rapport aux anciennes institutions de même niveau, la valeur de la formation dans cet établissement. Mais en plus de la formation donnée par les structures appropriées, la nouvelle politique engagée dans le domaine concerné s'appuie également sur l'éducation permanente des enseignants. Aussi pour assurer la promotion

des maîtres en cours d'emploi, organise-t-elle des concours d'entrée dans les écoles existantes et des concours professionnels directs.

I.2.2. - CONCOURS D'ENTREE DANS LES ECOLES NORMALES
COURS NORMAUX ET CONCOURS PROFESSIONNELS DIRECTS

Ils sont tous organisés par décret n° 62-86 du 02 Avril 1962 (1). Celui qui ouvre l'entrée à l'école normale concerne les instituteurs-adjoints et institutrices-adjointes titulaires du B.E. ou B.E.P.C. et prépare naturellement au grade d'instituteur et institutrice. Comme on le sait, c'est au personnel de cette catégorie qu'est confiée, en principe, la direction des écoles primaires, surtout à cycle complet. Ces écoles étant plus nombreuses, désormais, vu que la demande est accentuée par la pression sociale de l'indépendance, on comprend la nécessité de former à ce grade un personnel plus nombreux que par le passé. Et ce sont les moniteurs et moniteurs supérieurs titulaires d'un certificat de scolarité de la classe de 3^e qui peuvent se présenter au concours d'entrée dans les cours normaux. La moyenne d'admission à l'une ou l'autre école est fixée à 12/20. Cette disposition montre que l'on tient à une certaine qualité de maîtres malgré ce besoin réel de doter le pays de plus d'instituteurs qu'auparavant. Mais, en dehors de l'entrée au cours normal, il reste entendu que tout enseignant peut se présenter à un concours professionnel ne comportant aucune discipline d'enseignement général et donnant directement accès à la catégorie immédiatement supérieure.

On pourrait être tenté de penser que cet examen s'adresse à des candidats titulaires des diplômes académiques de niveau élevé, qui auraient surtout à faire montre de capacités professionnelles appréciables. Mais rien ne permet de

(1)- Décret n° 62 - 86 du 02 Avril 1962 portant organisation des concours directs et professionnels pour le recrutement dans les différents cadres de l'enseignement du premier degré . JO. RC du Congo du 15/4/62 n° 8 p. 322.

l'affirmer, à partir du moment où il concerne tout instituteur-adjoint remplissant simplement les conditions d'ancienneté requises. Il y a lieu de penser au contraire, qu'il est organisé parallèlement au concours d'entrée à l'école normale, pour assurer la promotion de ces bons instituteurs-adjoints sur le terrain, qui n'ont pas suivi régulièrement le 1er cycle de l'enseignement secondaire et n'ont donc pas la capacité intellectuelle d'affronter le concours d'entrée à l'école normale, basé essentiellement sur des disciplines d'enseignement général. Il se pourrait également qu'il ait été conçu et organisé pour "aider" les instituteurs-adjoints, moniteurs, mais d'un certain âge, et qui n'éprouvent plus l'envie d'aller séjourner dans une école normale pour une formation. On peut soutenir aussi que ce concours est organisé de la sorte pour souligner l'importance des aptitudes professionnelles qu'il faut acquérir et approfondir dans un métier comme l'enseignement. Dans tous les cas, il permet d'assurer la promotion d'un plus grand nombre de maîtres en exercice, grâce à une formule simplifiée et mieux adaptée aux conditions des intéressés.

Que dire, enfin, de la philosophie qui sous-tend ce vaste mouvement ? Il est fort possible que celui-ci vise en même temps un certain électoralisme, surtout à cette époque du début de l'indépendance où les nouveaux dirigeants recherchent la popularité par tous les moyens, afin de consolider leurs positions et d'assurer leur avenir politique. Car ces instituteurs (et les écoles primaires sont déjà éparpillées dans les quatre coins de la jeune République) qui voient améliorer leur situation administrative et financière, gardent forcément un sentiment de reconnaissance pour les autorités qu'ils jugent être à la base de la décision ayant produit cet heureux effet. Cela, naturellement, renforce l'influence de celles-ci.

Nous savons que, la plupart du temps, les responsables politiques n'agissent que par rapport à cet objectif. Les autres conséquences de leurs actes, même administratifs, les intéressent bien moins. On pourrait se demander par exemple si les concours professionnels directs et généralisés comme en 1962, permettant réellement de sauvegarder la qualité d'un personnel enseignant dont la formation de base est insignifiante, et même nulle au départ. N'est-ce pas-là une occasion toute faite de promouvoir en masse des personnes médiocres et, par conséquent, de porter un coup dur à l'enseignement, surtout si l'organisation de ces examens est entachée d'irrégularités comme on le constate souvent ? Là réside notre inquiétude face aux nombreux concours professionnels de 1962 dans l'enseignement primaire au Congo. Peut-être même se justifie-t-elle lorsque nous savons que deux ans plus tard, on mettra un terme à cette procédure et même à l'existence des cours normaux que l'on transformera en écoles normales pour la formation des maîtres de qualité.

1.2.3. - CREATION DES ECOLES NORMALES AU CONGO ET TRANSFORMATION DES COLLEGES NORMAUX EN ECOLES NORMALES D'INSTITUTEURS.

Après l'ouverture du cours normal de Brazzaville en 1961, on remet en cause la formule des collèges normaux pour la formation du personnel enseignant des écoles primaires. La préférence est donnée aux écoles normales que l'on crée par décret 64-297 du 9 Septembre 1964 (1), qui autorise en même temps la transformation des collèges normaux en écoles normales des instituteurs. La durée des études dans ces écoles normales est de 4 ans. Trois années d'enseignement secondaire pour la préparation du baccalauréat et une année de formation professionnelle. Sur ce point, les nouvelles écoles nor-

(1) - décret n° 64-297 du 9.9.1964 instituant et organisant des écoles normales au Congo et autorisant la transformation des collèges normaux en écoles normales des instituteurs.

males du Congo s'identifient à l'école normale de Brazzaville d'avant l'indépendance. On estime probablement que, avec l'extention des écoles primaires dans le pays, il convient d'élever le niveau de formation du personnel enseignant nécessaire, en substituant à certains collèges normaux des écoles normales d'instituteurs.

Mais les modalités de recrutement des élèves et le régime des études ne seront fixés que beaucoup plus tard, par arrêté (n° 780 du 4 Mars 1968 (1), qui ramène en même temps la durée des études à trois ans. Par ce nouveau texte, les écoles normales renoncent donc à la préparation du baccalauréat et les élèves présentent simplement le certificat de fin d'études des écoles normales, à la fin de leur formation. Aussi ces écoles se rapprochent-elles de l'ancienne école normale de Mouyondzi, ne fût-ce que par la durée de la scolarité. Une innovation importante, cependant, en comparaison avec le modèle de formation qu'assurait l'école normale de Mouyondzi. C'est l'obligation faite aux élèves-instituteurs et élèves-institutrices de consacrer un mois de leurs vacances à une activité scolaire du genre "alphabétisation des adultes", "secourisme", et de produire un mémoire à l'issue de ce stage.

L'effet recherché à travers ce travail intellectuel imposé à l'issue du stage, est, sans conteste, de mieux fixer l'attention des élèves-instituteurs sur ces activités, de leur apprendre à organiser leurs observations et à émettre des suggestions éventuellement. Mais le programme de formation à l'école normale n'indique pas que ces activités y sont organisées en cours d'année scolaire. De même celles qui ont trait au travail productif (jardinage, menuiserie etc...) n'y figurent nullement et ne semblent pas se dérouler dans les nouvelles écoles normales, comme on le faisait à Mouyondzi. Sur le plan purement scolaire, la moyenne

(1) - Arrêté n° 780 du 4 Mars 1968 portant modalités de recrutement des élèves et régime des études dans les écoles normales. J.O. R.C. 1968 p. 174.

d'obtention du diplôme de sortie est fixée à 10/20 contre celle de 12/20 à l'ancienne école normale de Mouyondzi. Il n'est pas prévu non plus d'exclusion en cours d'année scolaire pour travail insuffisant, comme dans les écoles précédentes. Tous ces aspects semblent traduire un certain relâchement dans la rigueur observée jusqu'ici dans la formation des maîtres de l'école primaire au Congo par rapport, surtout, aux écoles d'avant l'indépendance.

On le sent également à travers la nouvelle organisation de l'examen qui sanctionne la fin des études dans les écoles normales. C'est une infime partie du travail fourni en trois ans (les seules compositions trimestrielles de la dernière année) qui désormais, entre en ligne de compte dans le calcul de la moyenne pour le CFEEN.

Autrement dit, celui-ci n'est plus comme du temps de l'ancienne école normale de Mouyondzi, le reflet du travail d'un élève-instituteur durant toute sa scolarité. Outre que le détenteur de ce diplôme peut présenter des lacunes graves, susceptibles de jeter le discrédit sur sa formation, il ne reçoit pas l'exemple du travail continu que, en principe, il doit promouvoir chez les élèves à l'école primaire. Néanmoins, à l'examen du CFEEN, les épreuves orales sont très fournies, sans doute pour faire un tour d'horizon sur la quasi-totalité du programme suivi par les candidats. L'oral donne mieux la possibilité de réaliser une telle ambition en un temps relativement court, que les autres formes d'interrogation.

En outre, ces épreuves sont formées en majeure partie des disciplines constituant la partie théorique de la formation professionnelle des élèves-maîtres. C'est certainement une manière de donner à l'examen de sortie plus d'importance à la formation professionnelle qu'aux disciplines d'enseignement général.

Mais nous nous posons fortement la question de l'impact de ces seules disciplines sur la valeur réelle d'un élève-instituteur et sur son rendement futur par rapport aux stages pratiques qui ne figurent pas à cet examen et qui, par conséquent, paraissent négligées ou relégués au second plan. Nous craignons qu'il soit presque insignifiant.

I.2.4. - LA DUREE D'ETUDES DANS LES ECOLES NORMALES
VARIE SELON LES CAS

Dans le cadre de la réorganisation qui se poursuit, on restructure les écoles normales en diversifiant la durée de la scolarité sur la base du niveau d'études et de l'expérience des candidats.

Les décrets instituant et organisant les écoles normales au Congo et autorisant la transformation des collèges normaux en écoles normales d'instituteurs sont modifiées par le décret 70-376 du 12 Décembre 1970 (1), notamment en ce qui concerne la durée d'études. Pour les élèves-maîtres recrutés à la fin de leur classe terminale, la durée de la formation à l'école normale est fixée à un an.

On estime que, avec leur niveau d'enseignement général, ils peuvent suivre en ce laps de temps et dans les mêmes conditions que les autres élèves de dernière année, la formation dispensée à l'école normale d'instituteurs. Si l'on admet que, en principe, la culture générale ne pose pas de problème pour eux, il y a lieu de se demander néanmoins si ces élèves-maîtres peuvent se hisser, sur le plan professionnel, au même diapason que ceux de leurs camarades qui s'exercent à l'apprentissage du métier d'instituteur en trois ans. A l'école normale la formation professionnelle s'étale sur toute la durée de la scolarité. Les élèves-maîtres titulaires du brevet d'études moyennes générales (BEMG)

(1) - Décret n° 70-376 du 12.12.1970 portant modification aux décrets et rectificatifs n° 64-297 et 68-98 du 9.9.1964 et 19.4.1968 instituant et organisant des écoles normales d'instituteurs (ENI) au Congo et autorisant la transformation des collèges en écoles normales d'instituteurs. J.O. R.C. 1970 p. 732.

et n'ayant pas fait leurs études jusqu'en terminale de l'enseignement secondaire subissent une formation professionnelle de trois ans.

Quant aux fonctionnaires à recycler à l'école normale d'instituteurs, la durée de leur formation est ramenée à deux ans, certainement parce qu'ils ont déjà une expérience de l'enseignement et de la pratique de la classe dont on a voulu tenir compte, d'autant plus que bon nombre d'entre eux ont commencé leur carrière comme moniteurs. Ils ont évolué par voie de concours jusqu'à devenir instituteurs-adjoints, d'où ils postulent leur entrée à l'école normale pour accéder au grade d'instituteur. Les maintenir plus longtemps à l'école normale alors que, sur le terrain, le besoin d'instituteurs est toujours pressant, paraît donc ne pas être une bonne politique aux yeux du législateur. Peut-être a-t-on voulu tenir compte aussi de l'âge et des responsabilités familiales de ces fonctionnaires, qui constituent parfois un handicap sérieux à la poursuite des études. Les fonctionnaires à recycler commencent donc leur formation en deuxième année de l'école normale pour la terminer comme tout le monde en troisième année et dans les mêmes conditions, c'est-à-dire par la présentation de l'examen pour obtenir le certificat de fin d'études, des écoles normales (CFEEN).

L'école normale de Mouyondzi, en son temps, recevait, elle aussi, des fonctionnaires en vue de leur formation pour une catégorie supérieure. Cette formule permet à l'Etat de faire l'économie de ses moyens et aux maîtres appelés à la vivre de se régénérer, dans une certaine mesure, au contact des jeunes normaliens. Ces derniers, à leur tour, peuvent bénéficier du savoir-faire de leurs aînés et des connaissances liées à leur expérience. Mais il faut reconnaître aussi que ce brassage peut être une source de frustration

pour certains "vieux", sur qui la maladresse aux stages, pratiques par exemple, et même l'ignorance de l'une ou l'autre question importante aux cours théoriques jetteraient la déconsidération.

Par ailleurs, bien que les établissements de formation tournent normalement, le déficit en personnel enseignant s'accroît dans les écoles primaires congolaises. Pour y faire face, on procède à un recrutement des jeunes appelés volontaires de l'éducation.

I.2.5. - RECRUTEMENT DE VOLONTAIRES DE L'EDUCATION

Dans le souci de trouver une solution satisfaisante au problème brûlant du déficit scolaire, on décide de recourir à une forme originale, le recrutement des volontaires de l'éducation. Ainsi, par arrêté n° 72-23 du 24 Janvier 1972, (1) on recrute, pour l'enseignement primaire, de jeunes gens et jeunes filles titulaires du brevet d'études moyennes générales (BEMG), sous le vocable de "volontaires", qui prennent leur poste d'affectation juste après une petite formation accélérée. Ils doivent en priorité enseigner dans les écoles de l'intérieur du pays et sont astreints à des stages obligatoires de perfectionnement durant la période de grandes vacances. C'est dire que dans toutes les localités de l'arrière pays, où ils ne trouvent pas toujours de maîtres expérimentés capables de leur servir de conseillers pédagogiques, "ces volontaires" se débattent comme ils peuvent. Et ce sont les élèves qui en font les frais car leur formation professionnelle, qui n'aura été qu'une initiation rapide au métier, ne leur permet pas de prendre correctement la responsabilité d'une classe. Ils auraient peut-être donné satisfaction si, en priorité, on les avait affectés dans les centres urbains, où ils auraient plus de chance d'être encadrés par

(1) - Arrêté n° 72-23 du 24 Janvier 1972 portant recrutement des 360 volontaires de l'éducation pour l'enseignement primaire. J.O. R.P.C. 172 p. 64.

des maîtres chevronnés. Mais ceux-ci, n'acceptent pas facilement, on le sait, d'aller hors des grands centres.

Enfin, les stages des vacances, qui constituent les seuls moments de la véritable formation des "volontaires" de l'éducation", doivent être sérieux, bien organisés, assurés par des professeurs dévoués, exigeants et compétents pour qu'ils leur soient profitables. C'est à cette condition seulement qu'ils pourront donner les résultats escomptés. Car, après les deux années de volontariat, leur formation doit être de même niveau que celle des élèves-maîtres issus des cours normaux. Cela est d'autant vrai que les volontaires de l'éducation sont contraints de subir leur examen de titularisation au cours de leur 3ème année de service. C'est pour cette raison aussi qu'ils sont nommés instituteurs-adjoints stagiaires, perdant donc la qualité de volontaires de l'éducation après les deux premières années, et sont assimilés automatiquement aux instituteurs-adjoints. Sur le plan administratif, l'égalité garantie au moyen de textes est facile à acquérir comme on le constate ici. Mais peut-on affirmer qu'il en est de même de la formation reçue par les uns et les autres lorsqu'on considère la spécificité des structures qui l'ont assurée ? Rien n'est moins sûr. D'où le soin qu'il convient d'apporter aux stages des volontaires de l'éducation, si l'on veut qu'ils soient vraiment utiles et servent la cause pour laquelle ils ont été institués. Le recrutement des volontaires et leur utilisation immédiate nous renvoient pratiquement au début de la scolarisation au Congo.

Certes, les volontaires de l'éducation ont un niveau d'études qu'on ne saurait comparer à celui des premiers enseignants. Mais il leur manque à eux aussi cette formation professionnelle qui, somme toute, joue un grand rôle dans l'enseignement. Et, lorsque nous considérons chacune des deux situations, nous ne pouvons pas nous empêcher de formuler certaines remarques.

La formation des premiers maîtres au Congo était placée d'abord sous la responsabilité de leurs directeurs d'écoles qui avaient la mission de l'assurer en organisant pour eux des cours d'enseignement général et de pédagogie pratique. Ces derniers étaient bien tenus de le faire, surtout qu'ils devaient en rendre compte régulièrement et par écrit à leurs supérieurs hiérarchiques. Comme les maîtres concernés n'étaient pas nombreux, il y a lieu de croire que leurs stages étaient bien organisés et qu'ils en tiraient le meilleur possible. Et ils recevaient en outre une formation pendant les grandes vacances, destinée à tous les enseignants.

Par contre, en ce qui concerne les volontaires de l'éducation, aucun texte n'oblige les directeurs d'écoles à les suivre de manière particulière. Ils sont responsables de leurs classes comme n'importe quel maître ; et dans le pire des cas, ils peuvent passer toute une année scolaire sans enregistrer un avis quelconque sur leur manière d'enseigner, surtout qu'ils servent en priorité à l'intérieur du pays et même dans les coins les plus reculés, où on les trouve seuls parfois. Et, comme il faut toujours compter avec les mauvaises conditions de travail, on devine aisément ce que peut être la qualité de l'enseignement dispensé par eux.

En outre, rien ne prouve que les stages organisés à l'intention des volontaires de l'éducation (deux sessions de 1 ou 2 mois chacune pendant les grandes vacances) leur soient vraiment profitables au regard du temps imparti. Aussi avons-nous le sentiment que cette catégorie d'instituteurs n'a jamais eu la possibilité d'être formée correctement, alors qu'elle est en nombre impressionnant dans les écoles primaires, pour la simple raison que le recours aux volontaires a duré près de 10 ans.

Evidemment, les écoles normales - cours normaux n'ont pas connu d'interruption pendant ce laps de temps ;

elles ont fonctionné comme d'habitude. Mais, pour certaines considérations, les maîtres en exercice qui fréquentent ces établissements après leur admission au concours d'entrée, vont être placés dans une école spéciale, appelée centre de perfectionnement des maîtres (C.P.M.).

I.2.6. - OUVERTURE DU CENTRE DE PERFECTIONNEMENT
DE MAITRES A BRAZZAVILLE.

Cette création, malheureusement, ne s'appuie sur aucun texte. Comme document y afférent, nous ne pouvons citer que le discours prononcé par le Ministre de l'enseignement primaire et secondaire de l'époque, à l'occasion de l'inauguration du C.P.M., et le document sur l'organisation de cet établissement, élaboré par son premier directeur.

A l'ouverture du centre de perfectionnement de maîtres, le 10 Mai 1973, le Ministre de l'enseignement primaire et secondaire, Auguste BATINA, s'exprime comme suit :

"Désormais les maîtres lauréats au concours professionnel de pré-sélection n'iront plus dans les écoles normales d'instituteurs et cours normaux classiques, ils ne seront plus détachés pour réaliser leur perfectionnement, mais devront après leur journée de travail dans les classes à mi-temps, prendre leur cours au centre de perfectionnement... Ainsi seront résolues de nombreuses difficultés sociales que connaissaient les anciens maîtres admis dans les écoles normales et cours normaux de Dolisie et de Mouyondzi, telles entre autres les difficultés de transports, d'hébergement et l'éloignement des familles avec le lot des permissions que cela imposait. Tous ces aléas étaient à la base des retards et absentéismes préjudiciables aux études qui caractérisaient les maîtres dans les écoles de formation. Pour les sortir de leur routine on pourrait exploiter au mieux la somme d'expériences accumulées...

Il faut pour les anciens, des méthodes d'enseignement différentes adaptées à leur cas. Nous avons choisi Brazzaville comme centre de perfectionnement des maîtres sur le tas dont le sigle sera CPM compte tenu de ce qui précède et aussi des structures d'accueil et de viabilité d'une part, des facilités d'encadrement et de documentation d'autre part" (1).

Ce discours indique les raisons essentielles qui justifient l'ouverture du CPM à Brazzaville. Il s'agit notamment des problèmes sociaux que connaissent les maîtres en exercice admis dans les écoles normales ordinaires et auxquelles il faut mettre un terme. Le mieux, pense-t-on, est d'ouvrir à leur intention un établissement spécial. On espère également y voir appliquer des méthodes d'enseignement différentes de celles en usage dans les écoles normales.

Du document sur l'organisation générale du CPM élaboré par son premier directeur, Victor SENG A NSIKAZOLO(2), nous extrayons les éléments d'information que nous livrons ici, relatifs à tous les aspects de la vie de cette école. Ce centre, comme on peut le deviner, reçoit les fonctionnaires de cadres subalternes de l'enseignement primaire (moniteurs, moniteurs-supérieurs, instituteurs-adjoints). La durée des études est de :

- 1)- 1 an pour la formation des instituteurs-adjoints
(à partir du grade de moniteur-supérieur).
- 2)- de deux ans pour la formation des instituteurs-adjoints (à partir des moniteurs).
- 3)- de deux ans pour la formation des instituteurs
(à partir des instituteurs-adjoints).

(1) - BATINA (A) discours prononcé à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du centre de perfectionnement des maîtres en cours d'emploi par le Ministre de l'enseignement primaire et secondaire, Brazzaville 1973. Archives Direction de la planification et de la documentation scolaire (DPDS)

(2) - SENG A NSIKAZOLO (V) centre de perfectionnement des maîtres en cours d'emploi, organisation générale CPM Brazzaville 1973 document réénoté archives centre de perfectionnement des maîtres Brazzaville.

Les cours théoriques fonctionnent de lundi à vendredi de 7h à 10h et de 15h à 18h. Chaque stagiaire est titulaire d'une classe qu'il prend la matinée ou l'après-midi dans une école primaire. Il appartient obligatoirement à l'une des deux vagues, qui sont soumises à l'emploi du temps ci-après (interchangeable toutes les semaines).

V A G U E S	:	COURS THEORIQUES	:	ENSEIGNEMENT DANS LES
	:	AU C.P.M.	:	ECOLES PRIMAIRES.
1ère vague	:	de 7h à 10h	:	de 12h15 à 17h15
2ème vague	:	de 15h à 18h	:	de 7h à 12h

Comme nous venons de le voir, la principale particularité du C.P.M. par rapport aux écoles normales est que les stagiaires continuent d'exercer leur fonction d'enseignement en même temps qu'ils suivent des cours au C.P.M. C'est là une formule qui ne manque pas d'intérêt, car elle donne cette occasion de lier de manière permanente, la théorie à la pratique pédagogique.

Et, dans le cas précis du Congo, elle permet (à Brazzaville au moins) de résoudre en partie le problème du déficit chronique de maîtres que les admissions régulières aux écoles normales accentuent davantage, en créant du vide dans les écoles primaires. Mais, à côté de cela, elle doit certainement poser de grands problèmes aux stagiaires. Ces derniers, totalisent 45 heures hebdomadaires d'activités scolaires (15 heures de cours au CPM et 30 heures d'enseignement dans les écoles). Si l'on y ajoute le va-et vient incessant entre leur domicile et le CPM - écoles d'application, ainsi que la préparation des cours, la correction

des cahiers, les leçons à apprendre, les devoirs à faire et toutes les autres obligations auxquelles ils sont assujettis, on mesure bien à quel point les stagiaires sont chargés. Ce volume de travail et ce rythme doivent engendrer chez plusieurs d'entre eux fatigue mentale et physique, épuisement, baisse de la qualité du travail au CPM et dans les écoles. De même peuvent-ils constituer pour tous les stagiaires à tort ou à raison -- une cause d'absence au CPM ou dans les écoles d'application. Nous craignons dans ces conditions, que la formation donnée au CPM soit moins efficace que celle des écoles normales, même si les programmes sont plus ou moins identiques. Il nous semble difficile que le CPM exécute correctement le sien au regard de toutes les obligations qui pèsent sur ses stagiaires. L'idéal serait de l'alléger ; malheureusement, on est confronté au besoin, légitime et impérieux à la fois, d'élever le niveau de formation des stagiaires, pour les rendre capables d'assumer correctement leur fonction. Une chose nous paraît certaine, en tout cas : partagés, comme ils sont, entre leurs cours et l'enseignement dans les écoles, les instituteurs-adjoints du C.P.M. doivent éprouver de grandes difficultés à suivre ce programme.

De leur côté, les moniteurs supérieurs, qui n'ont qu'une année de formation au CPM pour leur accession au grade d'instituteurs-adjoints, sont soumis à un programme pratiquement identique à celui des cours normaux pour la formation en un an, des moniteurs-supérieurs au grade d'instituteur-adjoint. Mais les difficultés que doivent éprouver les stagiaires de cette section dans l'exécution de ce programme sont sûrement plus importantes que celles des autres stagiaires. Car, chez eux, la durée des études n'est fixée qu'à une année scolaire au cours de laquelle ils doivent, comme tout le monde, se partager entre le CPM et l'enseignement dans les écoles d'application. Il faut craindre que le passage dans cet

établissement n'ait aucun impact sur plusieurs d'entre eux et n'améliore donc pas leurs qualités professionnelles.

Pour leur part, les moniteurs, dont la durée d'études au CPM est fixée à deux ans, accèdent directement au grade d'instituteur-adjoint. N'est-ce pas une manière de faire disparaître un jour ce cadre de moniteur qui, somme toute, est la plus faible des catégories du personnel enseignant congolais et ne comporte presque pas d'avantages moraux et financiers ? Le programme suivi pendant toute la scolarité cherche donc à élever les stagiaires concernés au niveau requis. Pour cela, il insiste sur des disciplines-clés, comme la pédagogie, la psychologie, le français, les maths, les sciences naturelles qu'on retrouve dans les deux années d'études ; les autres matières de ce programme étant étudiées en une seule année. Au bout du compte, il est bien conforme à celui des moniteurs-supérieurs préparant en une année à ce diplôme d'instituteur-adjoint dans les cours normaux. Mais nous pensons qu'il est confronté lui aussi aux mêmes difficultés que celles que nous avons évoquées en analysant les programmes des instituteurs-adjoints et moniteurs-supérieurs, à cause de cette même situation où sont placés tous les stagiaires du CPM.

Dans toutes les sections où la formation est de deux ans, la moyenne de passage en classe supérieure est fixée à 9/20. Ceux qui obtiennent une moyenne inférieure à celle-là peuvent redoubler leur année scolaire. Personne, donc, ne court le risque d'être renvoyé pour travail insuffisant, comme du temps des premières écoles de formation des maîtres. Et c'est la toute première fois que nous nous trouvons devant un établissement de formation de maîtres qui se contente d'une moyenne de passage égale à 9/20. Est-ce une manière de tenir compte des difficultés dans lesquelles les stagiaires du CPM passent leurs études dans cet établissement, ou une manière de ne pas les

sanctionner injustement en assouplissant la moyenne de passage en classe supérieure ? Toujours est-il qu'il y a un affaiblissement notoire de la rigueur par rapport aux écoles de formation de maîtres déjà étudiées.

Au sujet des examens, la différence avec ceux des écoles normales, cours normaux réside dans le fait que, au CPM, on peut bien obtenir le diplôme de sortie avec 9/20 alors qu'il faut un 10/20 dans les établissements de formation initiale. Il s'agit là d'un assouplissement important des conditions d'études au CPM, qui reflète la différence de modèle de formation entre cette institution et les écoles normales - cours normaux. Celle-ci malheureusement semble se faire au détriment de la qualité qui se dégrade progressivement et à laquelle une institution comme le CPM trouve mieux de s'accorder au lieu de la relever par des mesures vigoureuses.

Une autre forme du centre de perfectionnement de maîtres verra le jour en 1976. Désormais, le CPM doit fonctionner au Chef-lieu de chaque région administrative, pendant les grandes vacances exclusivement et durant deux années successives, à raison de 2 mois par session.

Voici, à titre d'exemple, des programmes de formation établis dans le cadre de cette nouvelle formule par le Ministère de l'Education Nationale Congolaise au titre de l'année scolaire 1982 - 1983, dans un document intitulé "guide pratique des stages des centres de perfectionnement des maîtres" (1).

(1) - CONGO-MEN. "Guide pratique des stages des centres de perfectionnement des maîtres". Document ronéoté, 1983, p. " Archives Ministère Education Nationale.

PROGRAMME POUR LES MONITEURS

1ère année :

Français :

Langage - Elocution

Vocabulaire

Grammaire

Orthographe

Rédaction

Calcul

Arithmétique

Système - métrique

Géométrie

Problèmes pratiques

Discipline d'éveil :

Histoire

Géographie

Leçons de choses

Administration scolaire :

Législation

Déontologie

PROGRAMME POUR LES MONITEURS DE 2ème ANNEE
ET MONITEURS SUPERIEURS.

Français

Langage - élocution
Vocabulaire
Grammaire
Rédaction

Animation sportive

Calcul

Arithmétique
Système-métrique
Géométrie

Programme pour les instituteurs-adjoints :

1ère année :

Français :

Langage
Elocution
Vocabulaire
Grammaire
Rédaction

Calcul :

Arithmétique
Système - métrique
Géométrie

Disciplines d'éveil

Leçons de choses

Histoire

Géographie

Pédagogie générale

Psychologie

Législation

Déontologie.

PROGRAMME POUR LES INSTITUTEURS-ADJOINTS :

2ème année

Français :

Orthographe

Rédaction

Littérature négro - africaine

Calcul :

Système - métrique

Géométrie

Discipline d'éveil

Géographie

Histoire

LES FONDEMENTS DE LA REFORME DE L'ECOLE DU PEUPLE
SOCIOLOGIE ET DYNAMIQUE DE GROUPE :

- Pédagogie générale
- Psychologie
- Pédagogie spéciale
- Animation sportive

Tous ces programmes sont à exécuter en quatre mois de stage pour les deux sessions. Dans l'ensemble, ils paraissent trop volumineux pour être étudiés correctement en si peu de temps. Mais comment trouver une solution satisfaisante tant que la durée des stages reste celle-là ? On sera toujours confronté à cette nécessité de faire acquérir les connaissances indispensables, d'une part, et à l'obligation de tenir compte de la durée de la scolarité, d'autre part.

D'où cette espèce de "forcing", visant à contraindre les stagiaires à fournir des efforts exceptionnels pour que les stages donnent les fruits escomptés malgré la brièveté du temps imparti. Ceux qui ne totalisent pas le nombre de devoirs exigés, par exemple, ne sont pas admis en classe supérieure. Et, pour y accéder, il faut une note moyenne égale ou supérieure à 10/20. Ce régime d'études semble mettre l'accent sur le travail scolaire, qu'il a l'intention de redynamiser. Mais peut-il y parvenir dans une période de deux mois par session correspondant à une année scolaire pour les écoles normales ? Ce temps nous paraît trop court si l'on tient à voir le programme nécessaire et à étudier certaines disciplines en profondeur. Avec une telle contrainte, réussir même passablement exige, en plus de la volonté

des élèves, que les professeurs se dévouent réellement, fassent preuve de conscience professionnelle aigüe et de compétence éprouvée. Or cela n'est pas facile à obtenir lorsqu'on songe aux conditions de travail souvent difficiles qui influencent beaucoup le comportement des uns et des autres. C'est dire qu'il y a toujours lieu de craindre que le CPM continue de poser des problèmes sur le plan de l'efficacité même sous sa forme actuelle. D'ailleurs, celle-ci n'organise même pas de stages pratiques dont l'intérêt n'échappe à personne pourtant, mais que la durée d'études ne permet certainement pas de réaliser. En outre, les maîtres appelés à suivre leur stage au CPM d'aujourd'hui n'ont pratiquement pas de vacances, ce qui est préjudiciable à leur santé et, par conséquent, aux services que l'on attend d'eux dans les écoles.

Cette formule diffère totalement de l'ancienne et introduit un autre modèle de formation de maîtres. Nous pensons, d'autre part, que, si elle permet à chaque région d'organiser son CPM, c'est pour éviter le regroupement de la totalité des maîtres proclamés admis à subir le dit stage en un lieu unique. Cela les met à l'abri de certains problèmes sociaux, étant donné que, à Brazzaville, la capitale, où était implanté ce centre national, il n'est pas facile d'assurer ses propres déplacements ou même de se loger.

Enfin, le CPM nouvelle formule résoud dans une grande mesure le problème de déficit chronique de maîtres à l'intérieur du pays car plus personne, désormais, ne quittera son école en cours d'année pour aller séjourner dans un centre de recyclage. C'est peut-être là qu'il faut trouver la raison fondamentale qui a milité en faveur de cette nouvelle organisation. Mais, compte-tenu des problèmes évoqués à son sujet, nous pensons qu'elle n'est pas en mesure, elle non plus de conduire à la formation des maîtres dont le pays a besoin.

Dans tous les cas, il faut mener une réflexion sérieuse sur le CPM en vue de lui trouver une solution viable.

I.2.7. - ECOLE NORMALE D'INSTITUTEURS DE BRAZZAVILLE

Nous examinons à présent la dernière née des structures de formation de maîtres du fondamental 1er degré. Parallèlement au C.P.M., on crée en 1976, mais par un texte sans numéro, une autre école normale d'instituteurs au Congo. Elle est ouverte exclusivement aux bacheliers et élèves qui ont suivi une classe terminale de l'enseignement secondaire et ne dure qu'une année scolaire.

On peut dire que le niveau de recrutement, qui se trouve être celui du baccalauréat, est des plus souhaitables. Car il est suffisamment solide et permet bien à un élève instituteur de suivre avec profit les cours dispensés à l'école normale. Les épreuves de sélection portent sur les disciplines les mieux indiquées pour l'appréciation de la culture générale d'un candidat à une telle école (français, mathématiques, test de culture générale). D'ailleurs, celle-ci est comparable à l'ancienne école normale de Brazzaville avec cette différence que celle-là préparait au baccalauréat avant la formation professionnelle et que ses élèves vivaient à l'internat.

Quant au programme d'études dans cette nouvelle institution, il vise essentiellement la formation professionnelle. On estime probablement que le niveau de recrutement est suffisamment élevé pour qu'on se consacre beaucoup plus à la formation professionnelle qu'à l'acquisition des connaissances académiques, surtout que la durée de la scolarité est très limitée et que l'ENI de Brazzaville, à l'instar des autres écoles normales, ne prépare pas au baccalauréat. Aussi y fait-on une place importante aux stages pratiques ; nous pensons toutefois que, même dans ces conditions, il faut une discipline rigoureuse, des professeurs compétents et dévoués pour que la formation atteigne les objectifs visés,

faute de quoi le désordre et la paresse gagnent vite l'établissement et les élèves-maîtres en sortent sans formation solide.

Cette remarque nous vient à l'esprit parce que le texte créant et organisant l'école normale de Brazzaville ne fait allusion ni à la discipline à observer, ni au personnel qui doit y exercer et, comme dans les autres établissements de formation professionnelle créés après l'indépendance, il ne figure pas d'activités manuelles au programme de l'école normale d'instituteurs de Brazzaville.

Enfin, nous constatons que, dans l'ensemble, les conditions d'études diffèrent de manière considérable entre ces établissements de formation d'instituteurs. Il est fort possible que cela se reflète sur le personnel enseignant, qui doit pourtant parvenir aux mêmes objectifs dans les écoles primaires. D'où la distinction que l'on fait parfois dans l'opinion, sur la base du travail accompli auprès des élèves, entre les maîtres et leurs écoles de formation. Toutefois, l'école normale de Brazzaville, dont le régime est l'externat, présente le gros avantage d'accueillir un nombre considérable d'élèves-maîtres qui ne demandent pas à être logés et nourris. L'essentiel est de savoir l'organiser, pour qu'elle réponde réellement aux exigences de la formation des instituteurs.

Avec elle s'achève l'analyse que nous avons entreprise sur les écoles et modèles de formation des maîtres au Congo. Car nous devons examiner à présent ce grand projet de la réforme du système scolaire congolais, appelé "école du peuple".

I.2.8. - L'ECOLE DU PEUPLE

Le Congo avait opté pour le socialisme depuis le soulèvement populaire des 13, 14, 15 Août 1963. Sur le plan scolaire, les responsables politiques ressentent bientôt la nécessité de transformer le système d'éducation en place, afin de le rendre capable de mieux servir les idéaux proclamés par la révolution. En 1965 déjà, ils nationalisent l'enseignement privé pour des raisons d'unité idéologique, seule capable, à leurs yeux, d'aider tout le système d'éducation à produire les effets que la révolution pouvait en attendre. Peu à peu, ils tentent quelques innovations en vue d'aboutir à une réforme du système, mais ce ne sont que des retouches, des replatrages, en un mot des "reformettes" qui ne réussissent pas à donner entière satisfaction. C'est alors que naquit l'idée d'un colloque qui permette une réflexion approfondie sur le problème de l'enseignement au Congo. Ce colloque, convoqué par le Parti Congolais du Travail (P.C.T.), se tint effectivement du 30 Novembre au 5 Décembre 1970 à Brazzaville, dans la salle de conférence de l'Hôtel de Ville. Il connut la participation des délégués venus des pays socialistes ci-après : U.R.S.S., Albanie, Angola, Cuba, des organisations internationales telles que l'UNESCO et la ligue internationale de l'enseignement ainsi que des personnalités du monde scolaire africain comme Abdou Moumouni du Niger (1). Du côté congolais, on notait en nombre relativement important, des représentants du Parti proprement dit, de ses organisations de masses (celles de la jeunesse, des femmes, des travailleurs) et enfin des cadres nationaux de l'enseignement. La représentativité du Parti était de loin supérieure à celle de l'administration.

(1) - Congo-Ecole du Peuple : Manifeste - Ecole du Peuple
n° 1 Brazzaville 1975.

Au cours de ces assises, dont les résultats sont consignés dans le rapport final intitulé "manifeste de l'école du peuple" (1), on fit un diagnostic sévère du système éducatif en question.

Le colloque estima par exemple que l'école existante ne formait pas les techniciens nécessaires dans toutes les branches de l'économie pour que le pays puisse compter avant tout et avec assurance sur les forces et les compétences de ses propres fils. Ceux qui réussissent sont en nombre insuffisant, dit-il, et ne répondent pas à la demande exprimée. En outre, ils sont tournés vers les pays riches, surestimant leurs produits, méprisant et dénigrant ce qui est national. Ils se créent des besoins bien au-delà de leurs possibilités et n'hésitent pas à recourir à n'importe quel moyen, jusqu'à sacrifier l'intérêt général de la nation au profit de l'étranger par exemple, pourvus qu'ils soient bien récompensés. Leur comportement à l'égard des ouvriers et paysans, qui ont pourtant contribué par leurs impôts au financement de leurs études et continuent à garantir aujourd'hui leurs conditions de vie, est des plus négatifs. "quel mépris à leur endroit ! quelle hautaine indifférence pour leurs problèmes de tous ordres avec quelle morgue les abordent-ils !" s'exclament les participants au colloque.

Dans le domaine culturel, c'est l'aliénation totale, dit le colloque, et les congolais formés ne s'en offusquent pas. Au contraire, ils en sont fiers car cela les grandit face à une certaine opinion. Enfin, par leurs idées, ce sont tous des candidats potentiels à la bourgeoisie, qu'ils affectionnent et à laquelle ils aspirent.

Le colloque estima aussi que l'école existante ne pouvait pas résoudre le problème du chômage. Pour lui, les milliers d'adolescents titulaires du brevet d'études moyennes (B.E.M.G.) qu'il cite en exemple - sont voués au chômage

(1) - Colloque sur l'enseignement au Congo. Manifeste de l'école du peuple - Brazzaville 1970.

par la faute de l'école qui ne les a pas initiés aux activités nécessaires en vue d'intégrer immédiatement des branches comme l'habitat, l'agriculture, l'industrie etc... Et il fait remarquer que la majorité de ces jeunes chômeurs sont fils de paysans et ouvriers ; les personnes fortement situées dans l'administration et le secteur privé réussissant toujours " à placer " leurs progénitures. Pour cela conclut le colloque, il faut "balayer" l'école existante et la remplacer par une autre, mieux indiquée que la première à servir les intérêts du peuple congolais. Ce sera "l'école du peuple".

Nous pensons que les auteurs du projet de la nouvelle école ont emprunté l'expression "école du peuple " à un ouvrage de Célestin Freinet (1) et il est possible qu'une idée comme "le peuple accédant au pouvoir aura son école et sa pédagogie" (2) contenue dans ce livre, les ait beaucoup marqués, voire inspirés.

Mais, pour mieux appréhender la notion de l'école du peuple congolaise, il convient à notre avis, de considérer à la fois les conclusions tirées par le colloque de 1970 de l'analyse de l'école existante et les objectifs assignés à la nouvelle école.

Nous pourrions alors dire que pour les tenants de cette dernière, l'école du peuple se caractérise par :

- une rupture totale avec sa devancière
- son engagement formel à s'appuyer sur le peuple dont il doit servir les intérêts et constituer l'instrument privilégié pour son émancipation et le développement du pays, à travers l'accomplissement des objectifs précis que nous présentons ici.

(1) - Freinet (Célestin) "Pour l'école du peuple" Maspéro
Paris, 1976 p. 176.

(2) - Freinet (Célestin) OP.CIT. p. 23.

I.2.9. - OBJECTIFS DE L'ECOLE DU PEUPLE

Le projet de la réforme du système scolaire congolais a fait l'objet de la loi 20/80 du 11 Septembre 1980(1) portant organisation du système éducatif en République Populaire du Congo. Il lui a été assigné les objectifs suivants :

- "Détruire le mythe de l'intellectuel ~~pour ruiner~~ le caractère sacré du fonctionnaire bureaucratique et mettre la culture scolaire en liaison étroite avec les travailleurs et la production".

L'école du peuple doit donc amener les jeunes congolais à pouvoir exécuter et apprécier aussi bien les travaux manuels que ceux de l'esprit. A cet effet, elle proscriit toute sélection fondée exclusivement sur la culture générale ; les épreuves pratiques devant, à tous les niveaux, constituer un volet important dans les examens et concours du nouveau système. En outre, les élèves seront mis régulièrement en contact avec les ouvriers et paysans afin qu'ils participent dans une certaine mesure au développement économique et social de la nation, à la résolution des problèmes des masses déshéritées et que celles-ci leur servent d'exemples vivants dans le travail. Elle se propose aussi d'assurer l'épanouissement de l'individu, de ses facultés intellectuelles et manuelles. Pour lui permettre certainement de participer comme il se doit à la construction nationale et de s'adapter aux changements éventuels dans sa vie professionnelle et autre.

Elle entend également restaurer la valeur du patrimoine culturel congolais. Ainsi recommande-t-elle l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement, car la langue est un des éléments qui définissent une nation. Mais l'école du peuple veut surtout être une école des métiers.

(1) - Loi n° 20/80 du 11 Septembre 1980 portant organisation du système éducatif en République Populaire du Congo

Elle estime qu'elle doit réaliser à tout prix le développement économique et social du pays et, pour ce faire, croit devoir se constituer en une véritable école des métiers préparant directement à toutes les professions indispensables au pays (le schéma de l'école du peuple le démontre bien).

Enfin, le nouveau système entend instaurer une vie démocratique à l'école. Tous ceux qui, de près ou de loin, sont liés à la vie de l'établissement doivent pouvoir participer à la prise de décision le concernant : (élèves, personnel enseignant, ouvriers de l'établissement, parents d'élèves etc...) et aucune question importante ne saurait échapper à la règle. De même les rapports maîtres - élèves directeur et ouvriers de l'école ne doivent-ils pas refléter la puissance de l'autorité.

Tels sont les principaux objectifs de l'école du peuple.

STRUCTURES ET FONCTIONNEMENT

Examinons à présent ses structures et son fonctionnement.

Le projet de la réforme scolaire congolaise est structuré en quatre cycles.

- 1 - Cycle pré-scolaire
- 2 - Cycle fondamental de 10 ans
- 3 - Cycle secondaire
- 4 - Cycle supérieur

Le cycle pré-scolaire concerne les enfants de trois à six ans et dure trois ans. Il doit préparer l'enfant à aborder dans les meilleures conditions les apprentissages scolaires proprement dits.

Le cycle fondamental de 10 ans comprend 2 degrés

A - Le fondamental 1 ou "école fondamentale" qui dure six années d'études et comprend deux niveaux :

- a)- l'éveil (de la 1ère classe à la 3ème classe)
- b)- la fixation (de la 4ème classe à la 6ème).

L'objectif poursuivi par le niveau d'éveil est l'acquisition de la lecture, des bases de l'expression orale et écrite, du calcul et le développement des capacités psychomotrices et du sens esthétique.

Le niveau de fixation vise au renforcement et au développement des connaissances fondamentales en mathématiques, sciences de la nature, sciences sociales... Il comprend également l'éducation artistique, notamment l'enseignement du dessin et de l'expression musicale, l'introduction de l'éducation agricole, technique, et leurs applications dans les travaux productifs. Le cycle fondamental II correspond aux collèges d'enseignement général et polytechnique, aux écoles spécialisées et aux centres professionnels de même niveau (il va de la 7è classe à la 10è classe).

Le rôle dévolu aux collèges d'enseignement général et polytechnique est d'élargir et approfondir la formation générale donnée à l'école fondamentale et d'élever le niveau des connaissances théoriques et pratiques liées au travail productif considéré comme enseignement pré-professionnel, susceptible de faciliter l'orientation. Les centres professionnels, quant à eux, ont la mission de former des travailleurs qualifiés dans les spécialités dictées par le plan de développement du pays. Dans ces centres, les travaux pratiques doivent être liés à la formation professionnelle et orientés vers la fabrication d'objets utiles.

Le cycle secondaire, qui dure 3 ans, comprend des écoles secondaires d'enseignement spécialisé remplaçant les lycées classiques, des centres de formation professionnelle réservés au recyclage des travailleurs de niveau III (ouvriers qualifiés).

Le passage du cycle obligatoire de 10ans à celui du secondaire se fait par un système rigoureux de sélection des élèves et d'orientation tenant compte des aptitudes des candidats et des besoins de la nation. Il en est de même du passage du cycle secondaire au supérieur. Et l'on ne peut accéder à ce dernier qu'après une période de stage imposée à la fin du secondaire. Le cycle supérieur comprend outre les facultés et les instituts, des centres supérieurs de promotion professionnelle réservés au recyclage des travailleurs de niveau de qualification IV (techniciens) pour accéder au niveau V (ingénieurs).

Toutes ces structures doivent être animées par un personnel enseignant de bonne formation, capable de réaliser les objectifs envisagés par la réforme. Celui du fondamental 1er degré en particulier doit avoir le profil ci-après défini par la commission nationale de l'école du peuple (1).

a)- Des connaissances d'ordre général afin de pouvoir

- Maîtriser l'ensemble des matières enseignées à l'école fondamentale.
- Connaître et pratiquer les techniques de base de l'éducation physique et sportive.
- Apprécier des oeuvres esthétiques et artistiques
- Communiquer dans au moins une des langues nationales du pays
- Assumer son éducation permanente.

(1) - Commission Nationale de l'école du peuple.

Profil des enseignants du fondamental 1er degré.

b)- Des connaissances professionnelles pour être capable de :

- Transmettre avec efficience les connaissances et comportements exigés du produit de l'école fondamentale.
- Bien gérer un établissement scolaire, en sachant utiliser les moyens humains et matériels mis à sa disposition.
- structurer l'information à transmettre à l'élève et assurer avec méthode le contrôle des acquisitions de ce dernier.
- Appliquer dans la vie professionnelle quotidienne et en dehors les comportements prescrits par le code de la morale enseignée aux élèves.
- Appliquer les techniques d'alphabétisation.
- Utiliser l'enseignement des sciences exactes et des sciences naturelles afin de montrer à l'élève que la conception scientifique du monde n'est pas une vue de l'esprit.

c)- Des comportements socio-politiques, civiques et moraux susceptibles d'aider le maître à :

- Animer dans son milieu (scolaire ou extra scolaire) des activités politiques, culturelles, sociales et économiques pouvant contribuer au développement harmonieux du pays.
- Vivre en milieu rural dans les conditions modestes.
- Organiser l'action créatrice des masses dans l'intérêt des élèves.
- Forger chez les élèves la conscience patriotique
- Continuer à la réhabilitation des valeurs culturelles du pays.

d)- Des connaissances ayant trait à divers secteurs pour lui permettre notamment de :

- Maîtriser les techniques fondamentales de la production végétale et de la production animale.
- Acquérir quelques connaissances parasanitaires
- Pratiquer l'artisanat, le travail du bois, du fer, de la maçonnerie.
- Appliquer une pédagogie de coopération et non de compétition.
- Assurer l'évaluation de sa propre action pédagogique.
- Poser des questions claires, correctement formulées et qui stimulent la réflexion et la recherche.
- Obtenir la participation maximale des élèves aux leçons
- Encourager les élèves dans leur travail.
- Utiliser correctement le tableau tout en veillant à bien écrire.
- Planifier son action hebdomadaire
- Identifier les contraintes et les difficultés du programme en vue d'y apporter les changements qui s'imposent.

De ce fait, l'école du peuple exige du personnel enseignant du fondamental 1er degré des connaissances et des aptitudes variées, pour le rendre capable de former le jeune congolais comme elle l'entend, et permettre à ce dernier de contribuer

à la transformation du pays et de la société. S'agissant plus précisément des méthodes pédagogiques, le document, final du colloque de 1970 (1).

recommande ce qui suit :

- élimination du psittacisme
- méthodes actives pour apprendre à "apprendre".
- emploi des instruments expérimentaux et technologiques.

Quant à l'esprit dans lequel doit s'effectuer l'encadrement pédagogique, nous le percevons à travers la phrase ci-après contenue dans un document relatif à l'école du peuple.

"L'inspecteur doit être avant tout un animateur pédagogique plutôt qu'un gendarme" (1).

Ce sont là les principales orientations sur l'école du peuple au Congo.

(1) - P.C.T. Division Ecole du Peuple : Réflexion sur l'école du peuple - Brazzaville 1979 p. 20.

- C O N C L U S I O N -

Avec les créations de nouvelles écoles, qui se multiplient après l'indépendance, le besoin en personnel enseignant est beaucoup plus aigu qu'auparavant. Tenant compte de cette nécessité, les établissements de formation de maîtres renforcent leur nombre au fil des années, mais les modèles de formation s'y caractérisent de plus en plus par un relâchement de la rigueur. Et, parallèlement, des concours professionnels sont organisés, permettant l'accès immédiat du personnel enseignant en cours d'emploi à des catégories supérieures. Cela pour améliorer les conditions spéciales des maîtres et, sans doute aussi, sélectionner ceux qui méritent d'être responsabilisés dans les écoles en fonction de leurs grades. Mais on a de la peine à résoudre le problème du déficit en personnel enseignant et à assurer le perfectionnement des maîtres admis à un concours professionnel. Une formule originale est appliquée à chacune de ces deux grandes questions, pour tenter d'y trouver quelque solution satisfaisante. Il s'agit du recrutement des volontaires de l'éducation que l'on affecte dans les écoles sans formation préalable et de la création du centre de perfectionnement à Brazzaville pour les maîtres en cours d'emploi. Enfin, les responsables politiques remettent en cause tout le système de l'éducation au Congo et projettent une réforme hardie, dénommée "école du peuple". Peut-être est-ce la réalisation de l'ensemble des objectifs assignés à cette nouvelle école, au nombre desquelles ceux qui sont relatifs à la formation des maîtres, qui constituera pour le Congo la solution durable, voire définitive, à ce problème.

Par cette étude, d'ordre historique nous visions un double but :

1 - Contribuer à l'histoire de l'éducation.

2 - Aider les chercheurs en sciences de l'éducation, les responsables et techniciens chargés d'élaborer les programmes à arrêter les méthodes appropriées à la formation des maîtres en se référant éventuellement à cette histoire riche d'enseignement, que nous avons pu reconstituer sur la base des textes juridiques et des différentes dates de leur parution. Cela nous a permis de découvrir, non sans surprise, que, à une période donnée (avant l'indépendance) les objectifs de formation de maîtres semblaient rejoindre à certains égards, les préoccupations de l'école du peuple. Les activités productives par exemple (menuiserie, maçonnerie, agriculture, arts ménagers) étaient incluses dans les programmes de formation, comme nous l'avons observé, et les examens comportaient des épreuves pratiques y relatives. Nous pensons donc que ce passé peut inspirer le présent et l'avenir et aider profondément à l'organisation de la formation du personnel enseignant au Congo. Nous avons noté aussi qu'elle est faite de nombreux "retours en arrière". N'est-ce pas ce que les techniciens, responsables et administrateurs de l'éducation perdent de vue, lorsqu'ils croient innover ici et là dans les programmes de formation, alors qu'ils y introduisent simplement, mais en l'ignorant, des aspects qui figuraient déjà dans les programmes antérieurs ? On piétine donc sans le savoir. En outre, la comparaison des modèles de formation dans les divers établissements nous a amené à conclure que la rigueur se relâchait de manière continue, ce qui doit, à coup sûr, porter atteinte à la qualité des maîtres formés. D'autre part, des disciplines-clés prônées par l'école du peuple, telles que les langues nationales, l'économie, la planification, le travail manuel,, ne figurent pas aux programmes des écoles de formation de maîtres. Il y a là comme une contradiction entre

la théorie et la pratique, qui fait naître en nous un sentiment de perplexité et nous pousse à recourir vers le terrain où se mène l'action sous toutes ses formes, pour recueillir de plus amples informations, vérifier et mieux connaître la situation réelle.

Pour les promoteurs de l'école du peuple, en effet, celle-ci est l'une des meilleures armes dont doit disposer le Congo afin de lutter efficacement contre l'ignorance, les inégalités, la faim, la misère, les maladies, l'exploitation, la domination etc... C'est un projet très ambitieux.

Mais ils pensent qu'il peut être réalisé par étapes. "Les participants au colloque ont claire conscience que l'école du peuple ne peut être érigée dans le strict immédiat", souligne le rapport final de ces assises. Or, à notre avis, sa réussite partielle ou totale dépend en grande partie des capacités des maîtres à réaliser les tâches qui leur sont assignées. Celles-ci revêtent une importance telle que, si elles n'étaient pas exécutées correctement, cette école nouvelle ne pourrait ni^{se} distinguer de l'ancienne, ni jouer son rôle de formatrice de l'homme nouveau pour la nouvelle société congolaise. Naturellement, l'instituteur doit donc avoir le profil nécessaire.

Pour toutes ces raisons, nous avons cru devoir, dans les pages qui suivent, interroger des représentants des élèves-instituteurs, des maîtres en fonction, des catégories de personnes liées à la formation, au recyclage du personnel enseignant du fondamental premier degré (professeurs, inspecteurs, conseillers pédagogiques), en vue de pénétrer davantage les problèmes rencontrés dans notre étude analytique. Nous allons donc procéder à un sondage d'opinions, à des enquêtes sur les principaux aspects liés à ces problèmes pour mieux

comprendre comment les orientations de l'école du peuple sont appliquées dans les établissements de formation de maîtres et écoles du fondamental 1er degré. Ce qui nous permettra d'observer si, oui ou non, elles ont un impact sur le terrain. Nous allons également suivre quelques instituteurs dans leur action pédagogique en classe afin de confronter les opinions de nos enquêtés sur la pratique pédagogique des maîtres, avec notre propre appréciation.

STRUCTURES DE L'ECOLE DU PEUPLE

